

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA HONORE LES CADETS DE LA NATION LAURÉATS DU BACCALAURÉAT

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a présidé, mardi au siège du ministère de la Défense nationale, une cérémonie en l'honneur des Cadets de la nation, lauréats du baccalauréat, session 2026, indique un communiqué du ministère.



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mercredi 7 Safar 1448 - 22 Juillet 2026 - N° 1350 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

TRAITÉ SUR LES PANDÉMIES

TEDROS ADHANOM GHEBREYESUS APPELLE À LEVER LES DERNIERS BLOCAGES



M. Tedros Adhanom Ghebreyesus a appelé les États membres à surmonter les divergences qui freinent, depuis un an, la finalisation des négociations de l'accord sur les pandémies, avant la prochaine session prévue le 14 septembre.

P.7

MINISTÈRE DE LA
SOLIDARITÉ NATIONALE

POURSUITE DES INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN POUR LA PRISE EN CHARGE DES SINISTRÉS

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme poursuit sa contribution aux efforts des pouvoirs publics visant à faire face aux effets des feux de forêt, à travers la mobilisation des équipes des cellules de proximité de solidarité pour prendre en charge les citoyens sinistrés, indique mardi un communiqué du ministère.

P.2

ACTIVITÉS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL CONSACRÉE AU SUIVI DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS STRUCTURANTS



P.3

Il s'agit du projet de phosphate intégré Bled El Hadba-Oued Kebrit- Annaba, de la ligne minière Est, du projet d'extension du port d'Annaba, du complexe de traitement du minerai de fer de Gara Djebilet à Toumiat dans la wilaya de Béchar, en sus du projet de la mine de zinc-plomb d'Oued Amizour dans la wilaya de Béjaïa.

COMMERCE

LANCEMENT DE LA SAISON DES SOLDES D'ÉTÉ À PARTIR DU 26 JUILLET

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, mardi dans un communiqué, que la saison des soldes pour la période estivale débutera à partir du dimanche 26 juillet courant et s'étalera jusqu'au dimanche 6 septembre prochain, pour une durée de six semaines.

P.4

FORMATION MÉDICALE SPÉCIALISÉE

PREMIÈRE PROMOTION DE MÉDECINS SÉNOLOGUES FORMÉE EN ALGÉRIE

Dans un communiqué, le ministère de la Santé a annoncé, lundi, la sortie de la première promotion nationale de médecins titulaires du Certificat d'études spécialisées (CES) en sénologie.

Par Malika Azeb

Cette promotion est composée de 30 médecins formés dans le cadre du renforcement de la formation médicale spécialisée en Algérie, à travers le développement de nouvelles filières répondant aux priorités de santé publique.

L'Université des sciences de la santé a ainsi célébré la sortie de la première promotion de médecins sénologues, au terme d'une formation alliant qualification scientifique et pratique, visant la maîtrise complète des différentes dimensions de la sénologie.

La formation a été assurée par une élite de professeurs et d'experts chargés d'encadrer les stagiaires et de leur transmettre les connaissances et l'expertise scientifique et clinique.

Le programme de la formation a porté sur deux volets : le premier, d'ordre théorique, portait sur les connaissances les plus récentes relatives aux maladies du sein, notamment les facteurs de risque, les stratégies de prévention, les méthodes de dépistage et de diagnostic, la classification des pathologies mammaires, en s'appuyant sur les



référentiels scientifiques internationaux.

Le volet pratique, quant à lui, a porté sur des formations cliniques ayant permis aux participants d'acquérir une expérience, à travers des

stages sur le terrain, dont la réalisation de l'examen clinique, l'interprétation des examens d'imagerie médicale, l'analyse de cas cliniques et la découverte des techniques les plus récentes utilisées dans le diag-

nostic et le suivi des pathologies mammaires, le tout dans le cadre d'une approche multidisciplinaire associant l'ensemble des intervenants dans le parcours de prise en charge des patientes.

Selon le ministère de la Santé, l'organisation de cette formation vient répondre au besoin croissant de développer l'expertise nationale dans le domaine des maladies du sein, notamment au regard de l'importance grandissante du dépistage précoce du cancer du sein, considéré comme l'un des principaux défis de santé publique, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité des soins et à l'augmentation des chances de traitement et de guérison.

La sortie de cette promotion constitue une étape importante dans la modernisation de la formation médicale spécialisée en Algérie. Elle traduit la volonté des autorités de renforcer les compétences nationales et de soutenir le développement continu des ressources humaines du secteur de la santé, en s'adaptant aux évolutions scientifiques, technologiques et aux besoins de la population.

MA

DROIT À LA NATIONALITÉ

SAHLI PREND PART À YAOUNDÉ AUX TRAVAUX D'UN COURS ACADÉMIQUE

La présidente du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Maya Fadel Sahli, prend part mardi à Yaoundé (Cameroun), aux travaux d'un cours académique consacré au "Droit à la nationalité et à l'éradication de l'apatridie", indique un communiqué du conseil.

Lors de cet événement, organisé par la Commission de l'Union africaine et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, à l'université d'Afrique centrale de Yaoundé, Mme Sahli dispensera une conférence sur "le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, relatif aux aspects spécifiques de la nationalité et à l'éradication de l'apatridie en Afrique: enjeux et perspectives", précise la même source.

Forte de son parcours au sein de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (de 2011 à 2023), Mme

Fadel Sahli interviendra en sa qualité d'autrice du Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, relatif aux aspects spécifiques du droit à la nationalité et à la prévention de l'apatridie en Afrique.

Son intervention "apportera un éclairage juridique sur cet instrument régional et permettra de faire part de son expérience normative et de terrain sur cette problématique au cœur des enjeux contemporains des droits humains, en façonnant des solutions juridiques et institutionnelles adaptées aux réalités africaines", souligne la même source.

La participation de la présidente du CNDH à cet événement vient réaffirmer "l'attachement de l'Algérie au renforcement de la coopération Sud-Sud et au partage d'expériences interafricaines", note le communiqué.

RA

FEUX DE FORÊT

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE POURSUITE DES INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN POUR LA PRISE EN CHARGE DES SINISTRÉS

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme poursuit sa contribution aux efforts des pouvoirs publics visant à faire face aux effets des feux de forêt, à travers la mobilisation des équipes des cellules de proximité de solidarité pour prendre en charge les citoyens sinistrés, indique mardi un communiqué du ministère.

"En application des orientations de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, le ministère poursuit, à travers les directions de l'action sociale et de la solidarité (DASS) des wilayas concernées, sa contribution aux efforts des pouvoirs publics visant à faire face aux effets des feux de forêt, par la mobilisation des équipes des cellules de proximité de solidarité, et la mise à contribution de psychologues et d'assistants sociaux pour apporter un soutien psychosocial et assurer un accompagne-

ment de terrain au profit des citoyens sinistrés", précise la même source.

Dans ce cadre, "les services des cellules de proximité de solidarité ont entamé leurs interventions sur le terrain dans les zones touchées, où leurs équipes pluridisciplinaires œuvrent à apporter un soutien psychosocial aux familles sinistrées, contribuant ainsi à atténuer les séquelles psychosociales", ajoute le communiqué.

"Les équipes spécialisées sont également chargées d'évaluer sur le terrain les besoins psychosociaux, de dispenser les premiers secours psychologiques, d'assurer l'écoute et l'accompagnement, puis d'orienter les cas nécessitant un suivi spécialisé vers les instances compétentes", selon la même source.

Par ailleurs, les interventions des cellules de proximité ont concerné plusieurs régions des wilayas de Souk-Ahras, El Tarf, Annaba, Guelma, Béjaïa et Bouira.

RA

L'ÉTÉ POUR TOUS LES ENFANTS

69 ENFANTS DE LA RÉPUBLIQUE SAHRAOUIE BÉNÉFICIENT D'UN PROGRAMME DES CAMPS D'ÉTÉ

Le directeur du secteur, Matoub Kedjali, a indiqué à l'APS que, dans le cadre de ce programme, la wilaya a accueilli, lundi soir, un groupe de 69 enfants, âgés de 7 à 15 ans, accompagnés de 12 encadrateurs. Ils séjourneront pendant 12 jours au centre de colonies de vacances de la commune d'Aokas.

Un programme alliant loisirs et découverte touristique a été élaboré à leur intention. Il comprend des sorties vers les plages de la wilaya, la piscine olympique, ainsi que des visites de sites touristiques et de monuments historiques. Des activités récréatives, éducatives

et sportives, notamment le football et le beach-volley, sont également prévues, a précisé le même responsable.

Par ailleurs, dans le cadre de la consolidation des valeurs d'appartenance nationale auprès des enfants de la communauté algérienne établie à l'étranger, la wilaya de Béjaïa a également accueilli, au début du mois de juillet, un groupe de 43 enfants de la diaspora. Hébergés durant 12 jours à l'auberge de jeunesse Mohamed-Boudiaf, située à Ksar El Amira, dans la commune d'Aokas, ils quitteront la wilaya demain mercredi.

Depuis la fin du mois de juin dernier, Béjaïa a également reçu 600 enfants, âgés de 7 à 16 ans, répartis en deux groupes venus des wilayas du Sud et de l'intérieur du pays. Accueillis durant 12 jours dans les camps de jeunes de Beni Ksila et de Melbou, ils ont pris part à diverses activités récréatives et éducatives destinées à développer leurs talents. Un 3e groupe de 200 enfants est attendu, aujourd'hui mardi, dans ces mêmes centres, a ajouté la même source.

RA

ACTIVITÉS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL CONSACRÉE AU SUIVI DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS STRUCTURANTS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi, une réunion de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement des grands projets structurants, indique un communiqué de la Présidence de la République.

I l s'agit du projet de phosphate intégré Bled El Hadba-Oued Kebrit- Annaba, de la ligne minière Est, du projet d'extension du port d'Annaba, du complexe de traitement du minerai de fer de Gara Djebilet à Toudia dans la wilaya de Béchar, en sus du projet de la mine de zinc-plomb d'Oued Amizour dans la wilaya de Béjaïa.

Cette réunion s'est déroulée en présence du Premier ministre, du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, ainsi que des ministres et des responsables des secteurs concernés.

RA



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM EN ALGÉRIE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam, Tran Quoc Khanh, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie.

L'audience s'est déroulée en présence de M. Brahim Merad, ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, et M. Amar Abba, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques.

RA

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE COLOMBIE EN ALGÉRIE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, l'ambassadeur de Colombie, M. José Antonio Solarte Gomez, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie. L'audience s'est déroulée en présence de M. Brahim Merad, ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, et M. Amar Abba, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques.

RA

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT L'AMBASSADRICE DU ROYAUME DE NORVÈGE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, l'ambassadrice du Royaume de Norvège, Mme Therese H. Loken Ghziel, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie. L'audience s'est déroulée en présence de M. Brahim Merad, ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, et M. Amar Abba, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques.

RA

VISITE DE PEDRO SANCHEZ EN ALGÉRIE

LARGEMENT RELAYÉE PAR LA PRESSE INTERNATIONALE

La visite de travail et d'amitié effectuée, lundi en Algérie, par le président du gouvernement d'Espagne, M. Pedro Sanchez, a suscité l'intérêt de la presse internationale qui a mis en avant la volonté des deux pays de renforcer le dialogue politique, consolider le partenariat économique et accroître la coopération aux niveaux régional et international.

Les grands médias espagnols ont ainsi commenté la visite de Sanchez en Algérie et les entretiens qu'il a eus avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Présidence de la République, à l'issue de la cérémonie d'accueil officiel. L'agence de presse officielle EFE, le quotidien El Periódico, le réseau Cadena SER et la chaîne de télévision publique RTVE ont mis en exergue, dans leurs analyses, les discussions de haut niveau entre les deux parties, qui "constituent une pierre angulaire et une étape décisive pour redynamiser les relations bilatérales, ainsi que pour inaugurer une nouvelle phase de

partenariat stratégique global".

La presse espagnole a également mis en avant que cette rencontre bilatérale directe a permis aux deux parties d'ouvrir de nouvelles perspectives prometteuses de développer la coopération dans divers secteurs, d'activer les mécanismes d'un dialogue diplomatique durable et de renforcer la concertation politique autour des questions régionales et internationales d'intérêt commun. Les analyses des médias espagnols estiment aussi que les entretiens entre les deux parties "ont réaffirmé la place stratégique de l'Algérie en tant qu'allié principal et fiable pour l'Espagne", ce qui s'est concrétisé par l'accord de tenir un grand sommet bilatéral à Madrid. Elles ont en particulier évoqué l'importance de cette visite et les discussions de haut niveau entre les deux parties, en ce sens que cela a réussi à instaurer une base solide pour une nouvelle phase dans les relations bilatérales et ouvert des perspectives prometteuses afin d'approfondir le partenariat stratégique

entre les deux pays et sécuriser les approvisionnements vitaux en énergie, ainsi que le renforcement de la concertation politique et sécuritaire pour faire face aux défis communs dans la Méditerranée. Pour sa part, la presse arabe s'est intéressée à la visite de M. Sanchez en Algérie, à l'image d'Al-Araby Al Jadid, basé à Londres, qui a mis l'accent sur la volonté des deux pays à bâtir un partenariat politique et économique, à la faveur de plusieurs facteurs liés à la proximité géographique et leur appartenance à l'espace méditerranéen, outre la grande flexibilité dans la coopération commerciale et énergétique, ainsi que la nécessité de la coordination dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue et l'émigration clandestine.

Par ailleurs, plusieurs autres médias étrangers ont relayé la visite en Algérie du président du gouvernement espagnol, à l'instar de l'agence de presse turque Anadolu qui a titré "L'Algérie renforce son partenariat énergétique avec l'Espagne",

mettant en exergue la volonté des deux pays de consolider la coopération bilatérale dans plusieurs domaines, notamment les énergies renouvelables. Le média turc a repris dans ce sens des extraits de déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'issue des entretiens tenus au siège de la Présidence de la République, lorsqu'il a souligné la volonté de l'Algérie et de l'Espagne de bâtir une coopération "plus large et plus approfondie" dans plusieurs domaines, notamment celui des énergies renouvelables. L'agence de presse italienne Ansa a, elle aussi, axé sur la volonté commune des deux pays de renforcer la coopération bilatérale, d'élargir les domaines du partenariat et d'intensifier le dialogue politique, et souligné que la visite de M. Sanchez en Algérie a constitué également "une occasion d'échanger des points de vue sur les principales questions régionales et internationales d'intérêt commun".

RA

FEUX DE FORÊTS

DES INSTRUCTIONS ONT ÉTÉ DONNÉES AUX WALIS POUR RECENSER ET INVENTORIER L'ENSEMBLE DES DÉGÂTS

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a indiqué, mardi dans un communiqué, que des instructions ont été données aux walis afin de lancer une opération générale de recensement et d'inventaire de l'ensemble des dégâts enregistrés à la suite des feux de forêt qui touchent certaines wilayas du pays, ayant fait six morts.

"A la suite des incendies qui ont touché certaines wilayas du pays ces derniers jours, 6 décès ont été enregistrés, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports présente ses sincères condoléances aux familles des

victimes, priant Allah Tout-Puissant de leur accorder Sa sainte miséricorde et de prêter patience et réconfort à leurs proches", précise le communiqué.

"Des instructions ont été données aux walis pour lancer une opération générale de recensement et d'inventaire de l'ensemble des dégâts enregistrés, afin de permettre aux pouvoirs publics de prendre en charge l'indemnisation des sinistrés des feux de forêt, sur la base des rapports des commissions de wilaya chargées de mener des enquêtes de terrain minutieuses", selon la même source.

Le ministère a rappelé que les pou-

voirs publics, à travers les différents instituts et services mobilisés sur le terrain, "ne ménagent aucun effort pour protéger les vies des citoyens et leurs biens, en mobilisant les moyens humains et matériels nécessaires, outre le renforcement du dispositif par des moyens aériens, avions et hélicoptères, pour lutter contre les incendies qui ont touché, et continuent de toucher les forêts et les récoltes, et ce jusqu'à l'extinction de tous les foyers à travers l'ensemble du territoire national", précise le communiqué.

Dans ce cadre, le ministère a exprimé ses vifs remerciements et sa reconnais-

sance à l'ensemble des intervenants sur le terrain, notamment les agents de la Protection civile, les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), les services de sécurité ainsi que les citoyens et tous ceux qui ont contribué aux opérations d'extinction et de lutte contre les incendies ou à leur signalement, "pour les efforts considérables déployés et les grands sacrifices consentis dans la lutte contre ces incendies, ainsi que pour le professionnalisme et le courage exceptionnel dont ils ont fait preuve dans la protection des vies, des biens et du couvert végétal".

RA

COOPÉRATION ALGÉRO-CONGOLAISE DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE LE CONGO S'INTÉRESSE AU SAVOIR-FAIRE INDUSTRIEL DU GROUPE SAIDAL

Le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé de la République du Congo, M. Denis Christel Sassou Nguesso, s'est rendu, mardi, à l'unité de production de médicaments « Zmirli », relevant du groupe public Saidal à El Harrach (Alger), où il a découvert les capacités industrielles du groupe et évoqué les perspectives de consolidation de la coopération bilatérale dans le secteur de l'industrie pharmaceutique.

Par Youcef Hamidi

Le responsable congolais a été reçu par le chef de cabinet du ministère de l'Industrie pharmaceutique, Fouad Benslimane, représentant le ministre Ouacim Kouidri, ainsi que par le directeur général du groupe Saidal, Younes Bouarara, en présence de plusieurs cadres du ministère et de l'entreprise publique. Cette visite a permis de mettre en avant le potentiel de production du groupe Saidal et d'étudier les voies susceptibles de renforcer la coopération entre l'Algérie et le Congo, notamment par la mise en place de partenariats dans l'industrie pharmaceutique et le développement des exportations de médicaments algériens vers le marché

congolais, dans l'intérêt mutuel des deux pays. Le ministre congolais a ensuite parcouru les différentes unités de production, où il a suivi les diverses étapes de fabrication des médicaments, découvert les procédés de production employés et pris connaissance des mécanismes de contrôle de la qualité. À cette occasion, il a fait part de son admiration pour le haut niveau des équipements industriels et l'expertise des compétences nationales, saluant la rigueur des dispositifs de qualité mis en œuvre au sein du groupe. Il a souligné que Saidal représente un modèle industriel de référence et un acteur incontournable du développement de l'industrie pharmaceutique sur le continent africain. YH



INVESTISSEMENTS

L'AAPI EXAMINE LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION AVEC SON HOMOLOGUE DE LA RDC

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a tenu, mardi, une réunion de travail, par visioconférence, avec l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) de la République démocratique du Congo (RDC), en vue de renforcer leur coopération dans le domaine de la promotion de l'investissement, indique un communiqué de l'AAPI. Lors de cette rencontre, coprésidée par le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, et son homologue de la République démocratique du Congo, Mme Rachel Pungu Luamba, les deux parties ont présenté les missions et attributions des deux agences et leur rôle dans l'attraction des investissements nationaux et étrangers, outre l'échange d'expériences en matière d'amélioration du climat des affaires et de développement des mécanismes d'accompagnement des investisseurs. A cette occasion, M. Rekkache a mis en avant l'expérience algérienne en matière d'accompagnement des investissements à travers l'adoption du guichet unique, la numérisation des procédures d'investisse-

ment, l'octroi du foncier économique, en sus des mécanismes de promotion des opportunités d'investissement et de la Bourse de partenariat. Cette expérience a suscité un "grand intérêt" auprès de la partie congolaise, notamment le système du guichet unique et l'élargissement des prérogatives des représentants des administrations et instances publiques au sein de ce guichet, en sus des mécanismes de gestion de la Bourse de partenariat. La partie congolaise, qui œuvre à modifier la loi sur l'investissement en vigueur depuis 2002, a manifesté son intérêt pour l'expérience algérienne en vue de mettre en place un écosystème de l'investissement "clair et stable", précise la même source. Le Directeur général a également souligné "l'importance particulière accordée par l'AAPI à l'échange d'expertises et de bonnes pratiques avec ses partenaires internationaux, notamment dans le continent africain", tout en exprimant "l'engagement de l'Agence à œuvrer avec son homologue de la RDC en vue d'établir un partenariat institutionnel fructueux, à même de consolider la coopération entre les deux agences

et de renforcer les relations économiques entre les deux pays". Il a, dans ce cadre, mis en avant l'importance du renforcement de la coopération économique africaine à l'étape actuelle, d'où la nécessité d'intensifier les efforts pour consolider l'intégration économique continentale, renforcer les chaînes de valeurs régionales, et encourager l'investissement durable. Au terme de la réunion, les deux parties sont convenues de mettre en place un cadre de coopération entre les deux agences pour l'échange d'expertises et de bonnes pratiques, le partage d'informations sur les opportunités d'investissement disponibles dans les deux pays, l'organisation d'activités conjointes de promotion de l'investissement, outre le renforcement de la communication entre les opérateurs économiques algériens et congolais, de manière à soutenir le partenariat économique et à accroître les opportunités d'investissement mutuel, conclut le communiqué.

RE

POUR MIEUX MAITRISER LA CULTURE DE POMME DE TERRE JOURNÉE TECHNIQUE AU PROFIT DES PRODUCTEURS

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Mila a organisé mardi après-midi une journée technique au profit des producteurs de pommes de terre dans le cadre des efforts consentis en vue de développer et accroître les rendements de la filière dans la wilaya. Selon Mohamed Bengouitene, représentant de la direction des services agricoles, cette rencontre, organisée dans une ferme privée de la commune de Teleghma (Sud de Mila) en coordination avec une entreprise privée spécialisée dans la production des semences de pommes de terre, a regroupé "un nombre considérable" de producteurs de ce tubercule dans la wilaya au côté des cadres du secteur pour "présenter de nouvelles variétés de pommes de terre et leur potentiel productif". L'objectif est d'expliquer les caractéristiques de chaque variété, les maladies susceptibles de la toucher et les procédés de lutte tout en exhortant les cultivateurs à respecter l'itinéraire technique

pour sécuriser la récolte et maximiser les rendements, a ajouté le même cadre. Côté producteurs, Mohamed Djazi a relevé, dans une déclaration à l'APS l'importance de pareilles rencontres techniques sur cette filière stratégique, estimant qu'elles contribuent à consolider les connaissances des cultivateurs de ce produit de large consommation. Il a également ajouté que la rencontre "nous a permis d'acquérir de nouvelles informations dont l'importance de sélectionner des variétés adaptées à chaque région, de définir les besoins effectifs en eau d'irrigation en plus de la présentation de conseils sur la lutte contre les maladies touchant les récoltes". L'occasion a donné lieu à la présentation de certaines variétés de semences de pommes de terre, les modalités de leur plantation et leurs besoins en fertilisants et en eau.

RE

COMMERCE

LANCEMENT DE LA SAISON DES SOLDES D'ÉTÉ À PARTIR DU 26 JUILLET

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, mardi dans un communiqué, que la saison des soldes pour la période estivale débutera à partir du dimanche 26 juillet courant et s'étalera jusqu'au dimanche 6 septembre prochain, pour une durée de six semaines. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions du décret exécutif n 06-215 du 18 juin 2006 fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en soldes, des

ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage, modifié et complété, précise la même source. A cette occasion, le ministère a appelé l'ensemble des opérateurs économiques à participer à la saison des soldes, en adoptant des prix compétitifs, permettant ainsi aux consommateurs de bénéficier d'offres commerciales variées tout au long de la période des soldes.

RE

ENERGIE / PROJETS AVEC LE TCHAD ET LE NIGER TENUE D'UNE RÉUNION CONSACRÉE AU SUIVI

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, mardi à Alger, une réunion consacrée au suivi de la mise en œuvre de plusieurs projets et dossiers stratégiques prioritaires du secteur, avec un accent particulier sur les dossiers de coopération et de partenariat, l'activité de transport du gaz, et le modèle national de consommation énergétique, indique un communiqué du ministère. La réunion a porté notamment sur les dossiers de coopération avec la République du Tchad et la République du Niger, ainsi que sur des dossiers liés à l'activité de transport du gaz, et sur le modèle national de consommation énergétique en tant qu'outil stratégique d'orientation des politiques nationales en matière de planification énergétique et de rationalisation de la consommation énergétique, précise la même source. Lors de cette réunion, tenue en présence de ca-

dres du ministère et de hauts responsables du groupe Sonelgaz, des exposés techniques ont été présentés sur l'état d'avancement des projets et dossiers inscrits à l'ordre du jour, en faisant le point sur le bilan des réalisations accomplies, les défis rencontrés et les perspectives de leur prise en charge, à même de garantir le respect des délais impartis et la réalisation des objectifs fixés. Dans ce contexte, M. Adjal a donné une série d'instructions visant à assurer un suivi rigoureux et une mise en œuvre effective des dossiers prioritaires, insistant sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des projets et des programmes, et d'appliquer les normes les plus élevées d'efficacité et de rigueur en matière de suivi et d'évaluation, conformément aux orientations stratégiques du secteur et aux directives des hautes autorités du pays, conclut le communiqué.

RE

BOUIRA

MODERNISATION URBAINE ET ROUTIÈRE DANS LE CHEF-LIEU

Une campagne d'envergure visant la remise en état et la restructuration de divers tronçons viaires et de plusieurs zones résidentielles de Bouira a été entreprise dans le centre administratif de la wilaya, dans le cadre d'un programme destiné à rehausser le paysage urbain local, a-t-on appris mardi auprès de la direction des travaux publics (DTP).

Par Kahina Baghdad

Avec une enveloppe de 18 millions de dinars, cette intervention cible des secteurs habités et des axes routiers urbains, à l'instar de celui desservant la cité des 56 logements et le périmètre de la Cité-ouest, où les engins de la DTP ont entamé le revêtement bitumineux après avoir supprimé les dégradations majeures de cette zone, a précisé le directeur Nouredine Gasmi. Les voies conduisant également au secteur Oued D'hous et à l'ancien écotec de la ville sont aussi intégrées

à ces travaux de requalification, qui s'inscrivent dans une optique d'embellissement du cadre bâti bouiriot, a ajouté M. Gasmi. Par ailleurs, la wilaya de Bouira a été dotée d'autres réalisations visant à actualiser le réseau routier sur l'étendue de son territoire. L'une d'elles concerne le chemin de wilaya (CW) n°93, reliant Lakhdaria aux communes de Maïlla et Zbarbar. Les opérations de réfection et d'élargissement de la chaussée sur 20 kilomètres sont en phase active, pour un budget de 1,2 milliard de dinars, a rappelé le responsable.

Il a également signalé qu'une somme identique de 1,2 milliard de dinars sera affectée aux chantiers de consolidation des routes nationales, notamment celles joignant Bouira à Boumerdès et à Tizi-Ouzou. Dans ce cadre, la RN15, qui relie Aghbalou (est de Bouira) à Tizi-Ouzou, bénéficie de travaux de renforcement. Les interventions de confortement concernent aussi la RN30, sur un segment de 7,4 km entre M'Chedallah et Saharidj, selon les indications fournies par



le même interlocuteur. La RN29, qui unit la ville de Lakhdaria à la wilaya de Boumerdès, est également conso-

lidée sur une portion de 12,7 km, a-t-il poursuivi.

K.B

ORAN

RENFORCER L'INITIATIVE JUVÉNILE PAR LE MICROCRÉDIT

Le Centre des loisirs scientifiques d'Oran a accueilli, mardi, une assemblée dédiée à la problématique « Appui à l'esprit d'entreprise et pilotage du microfinancement », sous l'égide de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), en partenariat avec l'antenne wilayale du soutien à l'entrepreneuriat, celle du microcrédit, ainsi que le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ).

Selon la DJS, cette manifestation s'inscrit dans l'application de la volonté étatique de stimuler la vocation créative des jeunes et d'ancrer une culture d'entreprise. Elle a offert un cadre propice aux échanges sur les divers outils d'aide destinés aux innovateurs et aux créateurs en herbe.

Cette rencontre a rassemblé de jeunes anima-

teurs du programme « DZ Young Leaders » et a été ponctuée d'exposés relatifs aux dispositifs d'aide, d'encadrement et de soutien financier des initiatives.

Les assistants ont reçu des précisions sur les critères d'éligibilité aux mécanismes de lancement de micro-structures, les procédures de financement par prêts modestes, et les prestations de coaching, de perfectionnement et de conseil disponibles pour faciliter l'émergence de projets économiques pérennes et porteurs.

Les échanges se sont poursuivis par un débat libre entre les délégués des institutions impliquées et la jeunesse présente, levant les zones d'ombre sur les formalités de constitution d'une société, les

circuits de financement et les perspectives d'affaires. Cette initiative vise à exalter le goût du risque maîtrisé, à consolider la mentalité entrepreneuriale chez les adolescents et à faciliter leur insertion dans le réseau économique local.

La DJS a souligné que cette journée relève des actions menées par son secteur pour épauler les jeunes, étoffer leurs aptitudes et leur fournir des lieux d'information, d'orientation et de consultation, en phase avec la stratégie nationale de valorisation des potentiels juvéniles, de l'inventivité et de l'entrepreneuriat, en vue de convertir les idées novatrices en sources de valeur et d'emplois.

K.B

DJELFA

JOURNÉE DE SENSIBILISATION SUR LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL INFORMEL

L'agence locale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya de Djelfa a organisé, mardi, une journée d'information consacrée à la lutte contre le travail informel, avec la participation des employeurs et des différents acteurs du marché du travail.

Selon le directeur par intérim de l'agence, Ahmed Djoual, cette initiative s'inscrit dans le programme de communication de la CNAS pour 2026. Elle vise à sensibiliser les employeurs à l'importance de déclarer l'ensemble de leurs travailleurs auprès de la sécurité sociale, quel que soit leur secteur d'activité, afin d'élargir la couverture sociale et de renforcer l'efficacité du système national de sécurité sociale.

Organisée en coordination avec les organismes et caisses relevant du ministère de tutelle, cette rencontre a mis un accent particulier sur la déclaration des travailleurs saisonniers, notamment durant la période estivale marquée par l'intensification des activités économiques et l'extension des horaires de travail en soirée et de nuit.

Lancée sous le slogan "Déclarer les travailleurs à la sécurité sociale : une obligation légale et un droit constitutionnel", cette journée d'information visait à promouvoir la culture de la déclaration des salariés, à sensibiliser employeurs et travailleurs à son importance et à élargir la base des cotisants au système de sécurité sociale.

Les organisateurs ont également rappelé que la lutte contre le travail informel vise à garantir les droits sociaux, sanitaires et économiques des travailleurs et de leurs familles, tout en soulignant les obligations légales des employeurs en matière de sécurité sociale, conformément à la législation en vigueur.

A cette occasion, les représentants des différentes caisses et organismes relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ont présenté les services numériques et plateformes électroniques mis en place pour moderniser l'administration et faciliter les démarches des usagers.

R.R

OUM EL BOUAGHI

RRÉCEPTION SEPTEMBRE PROCHAIN D'UN INSFP À AIN FAKROUN

Le projet de réalisation d'un institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) sera réceptionné "septembre prochain" dans la commune d'Ain Fakroun (Oum El Bouaghi), a-t-on appris mardi auprès du directeur de wilaya du secteur, Toufik Merad.

Le même responsable a précisé que le taux d'avancement des travaux de réalisation de ce projet à l'entrée Est de cette commune a atteint à ce jour 95 %, estimant à 650 millions DA l'enveloppe financière octroyée à sa réalisation et équipement.

Cet INSFP qui sera spécialisé dans les métiers de l'eau et de l'environnement comprend un pavillon administratif, un autre pédagogique, un internat, un réfectoire et un stade recouvert de gazon synthétique, selon la même source.

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya d'Oum El Bouaghi compte 5 INSFP, 13 CFPA et 10 annexes, a-t-on indiqué.

R.R

BATNA

189 MALADES BÉNÉFICIENT D'INTERVENTIONS CHIRURGICALES DE LA CATARACTE AU CHU CHAHID TOUHAMI-BENFLIS

Des interventions de chirurgie de la cataracte ont été effectuées gracieusement au profit de 189 patients dans le cadre des journées chirurgicales intensives organisées au CHU chahid Touhami Benflis de Batna, a-t-on indiqué mardi dans un communiqué de la cellule de communication de cet établissement de santé.

Le communiqué a précisé que l'initiative a été effectuée les week-ends (de fin juin à la mi-juillet) en trois étapes, la première ayant concerné 81 malades, la seconde 48 et la troisième 60 sous la direction du chef du service le professeur Mohamed Fateh Rougui.

L'objectif de ces journées est d'accélérer la cadence de la prise en charge des malades reçus par le service en provenance de plusieurs wilayas de l'Est du pays et de réduire la liste d'attente, selon le communiqué.

Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour le succès de ces journées qui traduisent la grande dynamique que connaît le service d'ophtalmologie en matière de prise en charge des patients, relève le document.

Le communiqué a inscrit l'initiative dans le cadre des efforts d'amélioration de la prise en charge des malades, de développement de la qualité des prestations assurées et de réduire les délais d'attente des malades accueillis par le CHU y compris par le service d'ophtalmologie.

R.R

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

LES START-UP AFRICAINES DE LA CLIMATE TECH ATTIRENT DES INVESTISSEMENTS RECORDS

Les investisseurs africains et internationaux consacrent des ressources toujours plus importantes aux jeunes entreprises du continent qui développent des solutions innovantes face au changement climatique. Cette dynamique reste toutefois largement dominée par les secteurs de l'énergie et de la mobilité, ainsi que par un nombre limité de pays.

Par Saïd Slimani

Entre 2016 et 2025, les start-up africaines spécialisées dans les technologies climatiques (Climate Tech) ont mobilisé 6,35 milliards de dollars de financements. Selon une étude publiée le 30 juin par le cabinet de recherche Briter, anciennement Briter Bridges, ces capitaux demeurent cependant concentrés entre un nombre réduit d'entreprises, de secteurs d'activité et de marchés nationaux.

Intitulé « The State of ClimateTech in Africa 2.0: Moving Beyond the Headline Numbers », le rapport indique que la Climate Tech a représenté près de 22 % des montants levés par l'ensemble des start-up du continent, portée par une forte accélération enregistrée ces dernières années. Sa part dans les financements annuels est ainsi passée de 13 % en 2016 à près de 40 % en 2025.

Cette montée en puissance s'est traduite par une hausse rapide du nombre de jeunes pousses ayant convaincu les investisseurs. Les levées de fonds sont passées de 206 millions de dollars répartis entre 28 start-up en 2016 à plus de 1,5 milliard de dollars obtenus par 223 entreprises en 2025. Au total, 779 start-up africaines de la Climate Tech ont réussi à lever des capitaux au cours de la dernière décennie.

En 2025, les technologies climatiques ont capté près de 40 % des in-



vestissements en capital-risque déclarés en Afrique, dépassant le secteur de la Fintech et confirmant leur évolution d'un domaine émergent vers un pilier majeur de l'écosystème africain du capital-investissement.

L'analyse des financements par activité révèle toutefois une forte concentration des capitaux. Entre 2019 et 2025, le secteur de l'énergie a absorbé environ 65 % des investissements destinés à la Climate Tech. La mobilité et les transports occupent la deuxième position avec près de 11 % des montants levés.

En dehors de ces deux principaux segments, les financements se répartissent entre de nombreux autres domaines d'activité, qui ne représentent chacun qu'une fraction limitée des capitaux mobilisés.

Vingt entreprises concentrent 60 % des financements

Les investissements restent également très concentrés sur quelques entreprises. Les vingt principales start-up africaines de la Climate Tech, classées selon les fonds levés, totalisent à elles seules 60 % des finance-

ments obtenus par le secteur depuis 2016. Les entreprises spécialisées dans l'énergie dominent largement ce classement, avec notamment Sun King, d.light, CrossBoundary Energy, Zola Electric, Bboxx, SolarAfrica, BURN Manufacturing, Lumos et Husk Power Systems.

Au-delà du secteur énergétique, Spiro, dans la mobilité, et Twiga Foods, dans les systèmes alimentaires, figurent parmi les exemples les plus marquants d'entreprises ayant atteint une taille significative. Quant à M-KOPA, active dans les données et la finance, sa présence dans ce classement illustre son évolution d'un modèle centré sur l'accès à l'énergie vers une plateforme intégrant également des services financiers numériques.

Globalement, les solutions destinées à limiter les effets du changement climatique concentrent environ 84 % des financements accordés aux technologies climatiques, contre 16 % pour les solutions d'adaptation. Sur le plan géographique, le Kenya domine très largement avec 51,3 % des montants levés par les start-up africaines

de la Climate Tech. Il est suivi du Nigeria avec 12,9 % et de l'Afrique du Sud avec 12 %. Ensemble, ces trois pays concentrent plus de 76 % de la valeur totale des financements.

Le rapport souligne également la diversification progressive des investisseurs. Le capital-risque demeure le principal moteur en nombre d'opérations, réunissant désormais des fonds généralistes et des fonds spécialisés dans les technologies climatiques. En parallèle, les acteurs spécialisés dans la dette et les financements structurés, les institutions de financement du développement, les banques ainsi que d'autres investisseurs institutionnels prennent une place croissante dans les levées de fonds, élargissant les sources de financement du secteur.

Les bailleurs de fonds, organismes de subvention, fondations et organisations non gouvernementales continuent aussi de jouer un rôle important, notamment auprès des jeunes entreprises en phase de démarrage, particulièrement celles axées sur l'adaptation climatique ou dont le modèle économique reste en développement. Le financement de la Climate Tech africaine se diversifie également au-delà des prises de participation. Si les investissements en capital et les subventions restent les mécanismes les plus utilisés, les financements par emprunt et les instruments hybrides, moins fréquents, accompagnent généralement des opérations de plus grande ampleur.

En 2025, la dette et les financements hybrides ont représenté près de la moitié de la valeur totale des investissements réalisés dans la Climate Tech, illustrant l'implication grandissante des institutions de financement du développement, des banques et des investisseurs institutionnels dans le soutien à des entreprises désormais parvenues à un stade de maturité.

S.S

MODERNISATION AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

LA BIÉLORUSSIE VEUT RENFORCER SA PRÉSENCE SUR LE MARCHÉ IVOIRIEN

Par Nawal Bordji

En Afrique subsaharienne, l'insuffisance des équipements agricoles demeure l'un des principaux obstacles à l'augmentation des rendements. Confrontés à cette faible mécanisation, plusieurs États multiplient les initiatives afin d'attirer des partenaires étrangers en mesure de soutenir la modernisation de leurs exploitations.

En Côte d'Ivoire, des investisseurs biélorusses ont fait part de leur intention de contribuer au développement de plusieurs segments de l'agriculture, notamment celui des matériels agricoles.

Cette question a été abordée lors d'une rencontre organisée samedi 18 juillet à Kouto entre le ministre de l'Agriculture, Bruno Nabagné Koné, et une délégation d'entrepreneurs biélorusses conduite par Konaté Arouna, président du conseil d'administration de la Société coopérative agricole COOP-CA VICA.

Selon un communiqué publié par le ministère, ces partenaires souhaitent accompagner la Côte d'Ivoire dans la production de cultures vivrières, en particulier l'oignon, le maïs et la pomme de terre, mais aussi dans la formation des agriculteurs ainsi que dans la fabrication d'équipements agricoles, notamment des tracteurs.

Cette initiative confirme l'intérêt déjà affiché par la Biélorussie pour le marché des agroéquipements en Afrique de l'Ouest.

Une coopération déjà engagée avec le Ghana et le Togo

Avant de se tourner vers la Côte d'Ivoire, Minsk avait déjà noué des échanges avec plusieurs pays ouest-africains sur la mécanisation agricole. En mars 2026, le ministère biélorusse des Affaires étrangères avait ainsi annoncé la livraison d'environ 7 500 équipements agricoles au Ghana et au Togo avant la fin de l'année.

Dans ce programme, près de 4 500 matériels, comprenant des tracteurs, des semoirs, des charues et divers équipements portés, sont destinés au Togo, tandis que le Ghana doit recevoir environ 3 000 machines agricoles. Cette coopération dépasse toutefois la simple fourniture de matériel.

La stratégie de Minsk consiste à mettre en place un véritable écosystème autour des agroéquipements, intégrant la livraison des machines, leur maintenance ainsi que la formation des utilisateurs. « Il ne s'agit pas d'un simple commerce [expédié puis oublié]. Notre objectif est de transférer des compétences, des technologies et d'assurer la formation de spécialistes », expliquait en mars dernier le ministre biélorusse des Affaires étrangères, Maxim Ryzhenkov, dans des déclarations relayées par l'agence nationale BelTA au sujet de la stratégie africaine de son pays.

La Côte d'Ivoire, un marché prometteur
L'intérêt manifesté par les investisseurs biélorusses intervient alors que les autorités ivoiriennes entendent accélérer la modernisation de leur agriculture. À travers le Plan national de dé-

veloppement (PND) 2026-2030, le gouvernement ambitionne de porter le taux de mécanisation des exploitations agricoles de 12 % actuellement à 40 % d'ici 2030.

Les statistiques officielles indiquent que le pays dispose de moins de deux tracteurs pour 1 000 hectares, un ratio très inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, estimée à environ treize tracteurs pour 1 000 hectares. L'écart est encore plus important avec les grandes régions agricoles d'Europe et d'Amérique du Nord, où l'on compte plus de cent tracteurs pour 1 000 hectares de terres cultivables.

Cette situation représente un défi majeur pour une économie dans laquelle l'agriculture contribue à près de 16 % du PIB et fait vivre plus de 60 % de la population active. Les autorités estiment qu'un meilleur accès aux équipements favorisera la hausse des rendements, limitera les pertes après récolte et encouragera le développement de nouveaux services liés à la mécanisation, comme la maintenance ou la location de matériels agricoles.

Compte tenu de ses ambitions dans le secteur agricole et de son important déficit en équipements, la Côte d'Ivoire constitue un marché particulièrement attractif pour les constructeurs internationaux de tracteurs et de machines agricoles. Pour la Biélorussie, le défi consistera désormais à convertir cet intérêt affiché en partenariats solides et durables.

N.B

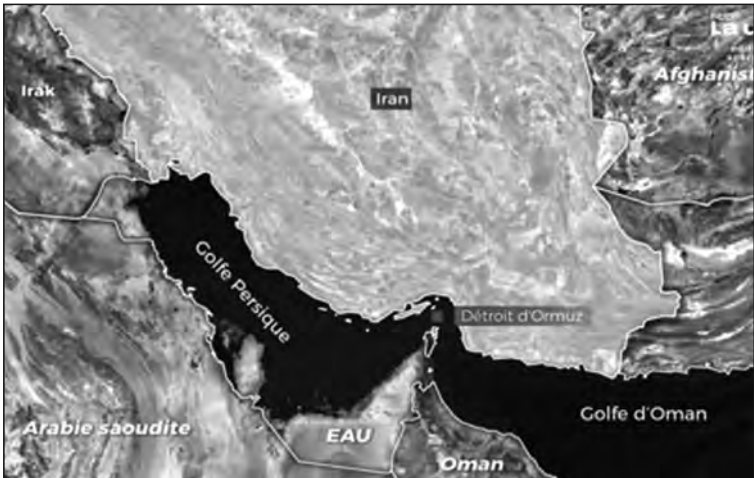
NOUVELLES TENSIONS EN MER ROUGE ET DANS LE GOLFE

LES HOUTHIS MENACENT LES NAVIRES SE TROUVANT DANS LES PORTS SAOUDIENS

Les Houthis du Yémen ont mis en garde les compagnies maritimes internationales en indiquant que les navires commerçant avec les ports saoudiens pourraient être visés par des actions militaires. Cette déclaration apparaît comme une nouvelle escalade après l'annonce, par le mouvement lui-même, d'un embargo maritime contre l'Arabie saoudite.

Par Yacine Boudali

Diffusé lundi soir, un message du Centre de coordination des opérations humanitaires des Houthis, installé à Sanaa, indique que cette mise en garde ne concerne pas uniquement les bâtiments battant pavillon saoudien, mais aussi ceux qui chargent ou déchargent des marchandises dans les infrastructures portuaires du royaume. Le communiqué invite les compagnies de transport maritime à procéder à des contrôles préalables avant de programmer des escales dans les ports saoudiens. Il précise que les navires assurant ce type de liaisons pourraient devenir des "cibles" dès lors qu'ils se trouveraient à portée des capacités militaires des Houthis. Cette communication est intervenue quelques heures seulement après l'annonce, par les Houthis, d'une interdiction de navigation maritime visant l'Arabie



saoudite. Plusieurs pays de la région, notamment le Koweït et le Qatar, ont rejeté cette décision des Houthis, tout en re-

nouvelant leur attachement à la liberté de navigation telle que garantie par le droit international. Jusqu'à présent, aucun navire marchand ne paraît avoir été touché dans le cadre de ces nouvelles dispositions. Durant la guerre de Gaza, les Houthis avaient déjà lancé des missiles, employé des drones et engagé des moyens navals contre des bâtiments qu'ils estimaient liés à Israël et aux États-Unis. Ces attaques avaient poussé de nombreuses compagnies maritimes à éviter la mer Rouge, axe essentiel du commerce mondial et du transport des ressources énergétiques. Cette évolution pourrait accentuer davantage les menaces pesant sur la navigation commerciale dans cette zone stratégique, alors que les tensions opposant les États-Unis et l'Iran autour du contrôle du détroit d'Ormuz demeurent vives.

Y.B

TRAITÉ SUR LES PANDÉMIES TEDROS ADHANOM GHEBREYESUS APPELLE À LEVER LES DERNIERS BLOCAGES

M. Tedros Adhanom Ghebreyesus a appelé les États membres à surmonter les divergences qui freinent, depuis un an, la finalisation des négociations de l'accord sur les pandémies, avant la prochaine session prévue le 14 septembre.

Par Malika Azeb

Le directeur général de l'OMS a déclaré, dans un communiqué, que « même si des divergences subsistent, celles-ci peuvent être surmontées si nous gardons à l'esprit notre objectif commun : un monde où les agents pathogènes et les informations scientifiques sont partagés rapidement, et où les bénéfices qu'ils génèrent sont répartis de manière juste et équitable. La tâche est vitale et urgente. La prochaine pandémie n'attendra pas. Nous ne devons pas non plus attendre ». Les États membres de l'OMS ont décidé de poursuivre, à la mi-septembre, une nouvelle session de négociations sur un élément clé du traité sur les pandémies, qui entrave sa finalisation depuis un an.

Selon l'OMS, le Groupe de travail intergouvernemental sur l'Accord sur les pandémies (IGWG) tiendra sa huitième réunion du 14 au 18 septembre 2026 afin de « prolonger les négociations sur l'annexe relative à l'accès aux agents pathogènes et au partage des avantages découlant de leur utilisation (PABS) de l'Accord de l'OMS sur les pandémies ». La décision a été prise à l'issue de la septième session, qui s'est achevée vendredi dernier à Genève. Après deux semaines de négociations, les pays ont réaffirmé leur engagement à mettre en place un système permettant le partage rapide des agents pathogènes présentant un potentiel pandémique, tout en garantissant le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, notamment les vaccins, les tests de dépistage et les traitements contre les pandémies. La finalisation de cette annexe constitue une

étape cruciale pour permettre aux pays d'envisager la signature et la ratification de l'Accord de l'OMS sur les pandémies, renforçant ainsi la sécurité sanitaire mondiale, ainsi que la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies pour les générations futures. Si des progrès significatifs ont été réalisés, des obstacles persistent, a révélé l'un des coprésidents du bureau de l'IGWG. « Les questions en suspens restent difficiles, mais nous disposons d'une feuille de route claire pour mener à bien cet important travail », a souligné l'ambassadeur du Brésil, Tovar da Silva Nunes. L'Assemblée mondiale de la santé a adopté, en mai 2025, l'Accord de l'OMS sur les pandémies en vue de renforcer la coopération internationale en matière de prévention, de préparation et de réponse aux pandémies.

MA

AGRESSION CONTRE GHAZA 12 MARTYRS DANS DES FRAPPES SIONISTES

Douze Palestiniens, dont six membres d'une même famille incluant des enfants à Ghaza-ville, sont tombés en martyrs mardi dans la bande de Ghaza, ont indiqué mardi les secours et des témoins. Selon la Défense civile de Ghaza, une frappe de l'armée de l'occupation sioniste a touché avant l'aube le domicile de la famille al-Masri dans la ville de Ghaza (nord). L'hôpital al-Chifa'a a confirmé avoir reçu les dépouilles et des blessés. Sur le terrain, les médias locaux ont constaté d'importants dégâts sur une maison au toit presque totalement effondré, et en partie calcinée. "Nous avons été pris par surprise par une attaque", a déclaré à la presse Ahmed al-Masri, un survivant de la frappe. "J'entendais les enfants appeler à l'aide mais je n'ai pas pu les sauver", a-t-il ajouté. "Toute la fa-

mille de mon frère a été rayée de l'état civil: lui, sa femme et leurs quatre enfants", a-t-il indiqué. La Défense civile a recensé six autres Palestiniens tombés en martyrs dans la journée dans le territoire palestinien. L'accord de cessez-le-feu conclu en octobre 2025 est violé presque quotidiennement dans le territoire dévasté par deux ans d'agression sioniste génocidaire. Au moins 1.168 Palestiniens y sont tombés en martyrs depuis le début de la trêve en octobre 2025, selon le ministère de la Santé du territoire. Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme a dénoncé mardi une récente "intensification" des attaques sionistes dans la bande de Ghaza, qui ont fait selon lui au moins 57 martyrs entre le 13 et le 20 juillet.

RI

OUGANDA UNE CRISE ALIMENTAIRE FAIT 19 MORTS DANS UNE RÉGION DU NORD-EST DU PAYS

Au moins 19 personnes sont mortes de faim en raison de la sécheresse prolongée dans la sous-région de Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda, ont rapporté mardi des médias citant les autorités locales. Les autorités ont commencé à distribuer de l'aide alimentaire d'urgence aux ménages vulnérables, a indiqué le bureau du premier ministre ougandais. "Une famine d'une telle ampleur a commencé et a touché de nombreuses zones du district de Kabong, au point que nous avons perdu environ 19 personnes et plusieurs autres cas sont encore en cours de confirmation", a déclaré Esther Anyakun Davinia, ministre d'Etat chargée des affaires de Karamoja. Lundi, la première ministre ougandaise, Robinah

Nabbanja, a ordonné l'acheminement de 9,4 millions de kilogrammes de denrées alimentaires vers neuf districts de Karamoja, une aide qui devrait bénéficier à près de 314.000 ménages. Chaque famille recevra 20 kg de farine de maïs (posho) et 10 kg de haricots. Dans un message publié sur les réseaux sociaux, la première ministre a souligné que la sécheresse prolongée avait entraîné l'épuisement des réserves alimentaires et accru "le risque d'insécurité alimentaire dans la sous-région". "Le gouvernement soutient les habitants de Karamoja et continuera à mobiliser les ressources nécessaires pour les aider à se rétablir et à renforcer leur résilience face aux futurs chocs", a-t-elle ajouté.

RI

PALESTINE OCCUPÉE L'ARMÉE SIONISTE PROVOQUE DES INCENDIES DANS LE NORD DE LA VALLÉE DU JORDAIN

L'armée sioniste a provoqué mardi des incendies dans de vastes zones du nord de la vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée, dans le cadre d'exercices militaires, informe l'agence de presse palesti-

nienne Wafa. Selon l'agence Wafa, qui cite une source locale, l'armée d'occupation mène des exercices militaires "au sud et à l'ouest des villages de Bardala et Kardala, dans le nord de la vallée du Jourdain, ce qui

a entraîné des départs de feu dans les pâturages de la région". La même source précise que les terres en question appartenaient à des familles palestiniennes. L'occupation sioniste mais aussi

les colons commettent des actes de violence quotidiens contre les civils palestiniens, dans les territoires occupés, afin de les pousser à quitter leurs terres.

RI

ACTUALITES INTERNATIONALES

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

GEMINI 3.5 PRO, LA DERNIÈRE IA DE GOOGLE EN PANNE DE LANCEMENT

Présenté en mai lors de la conférence Google I/O, le modèle Gemini 3.5 Pro devait être disponible dès juin 2026. Plusieurs semaines plus tard, il n'a toujours pas été déployé, révélant des failles techniques et un impact direct sur la valorisation d'Alphabet.

Par Yakout Abina

Attendu pour juin 2026, le modèle d'intelligence artificielle Gemini 3.5 Pro n'a pas respecté le calendrier annoncé lors de la conférence Google I/O. Plusieurs semaines après sa présentation, l'outil censé épauler la version allégée Gemini 3.5 Flash reste introuvable. Une absence qui a déjà coûté cher au groupe, avec un recul de 4 % en Bourse.

Selon une enquête de Bloomberg, les raisons de ce blocage se concentreraient sur un point critique de la programmation informatique. De son côté, Google entretient toujours le flou sur le calendrier de sortie de Gemini 3.5 Pro. Interrogés par CNBC, ses porte-parole se contentent d'affirmer que le modèle reste en phase



de test auprès de partenaires triés sur le volet. Mais en coulisses, le climat apparaît plus tendu, les ingénieurs et chercheurs de Mountain View se disent déçus par les capacités de l'IA en matière de programmation et de génération de code. Malgré une mise à jour massive des données d'entraînement réalisée fin juin, les résultats obtenus en laboratoire demeurent en deçà des standards fixés par la direction.

Or, le code informatique est devenu le nerf de la guerre dans la bataille des IA. Les entreprises misent sur cette compétence pour séduire développeurs et clients. Pendant que Google patine, ses rivaux eux avancent, OpenAI a lancé GPT 5.6 Sol, vanté pour son efficacité en codage ; Anthropic séduit avec Fable 5 ; et Meta vient d'entrer dans la course avec Muse Spark 1.1, présenté comme l'outil open source le plus ro-

buste pour le développement autonome.

Le retard de Gemini ne s'explique pas seulement par des obstacles technologiques. Il met également en lumière des problèmes structurels chroniques chez Alphabet. Le développement de l'écosystème Gemini mobilise aujourd'hui une multitude d'équipes et de décideurs, chacun cherchant à intégrer l'IA dans sa propre division, qu'il s'agisse de YouTube, de Maps ou du moteur de recherche. Cette dispersion des responsabilités entraîne une multiplication des validations hiérarchiques, ralentissant considérablement la cadence de sortie des mises à jour et accentuant les tensions internes autour du calendrier de lancement.

Au sein de Google, certains estiment que la véritable vocation de Gemini ne devrait pas être la bataille acharnée sur la programmation destinée aux experts, mais l'amélioration des fonctions accessibles au grand public. Les fameux aperçus IA (AI Overviews) intégrés aux résultats de recherche sont cités comme exemple de valeur ajoutée immédiate pour les utilisateurs. En attendant que la direction clarifie sa stratégie et parvienne à hisser son modèle au niveau de ses concurrents, l'entreprise invite ses clients à patienter avec la version actuelle, Gemini 3.1.

Y.A

AUTOMOBILE

GEELY DÉTRÔNE BYD ET S'IMPOSE COMME LEADER CHINOIS DE L'AUTOMOBILE

Alors que BYD veut devenir numéro un mondial devant Toyota, le voilà confronté à une menace venue de l'intérieur. Geely a en effet réussi à vendre plus de voitures sur le premier trimestre 2026. La tendance se poursuivra-t-elle ? Le monde de l'automobile est décidément passionnant. Quand certaines marques se battent pour leur survie, les grands groupes, eux, bataillent pour la première place. C'est le cas de BYD, l'étoile montante chinoise, qui entend surpasser Toyota, le numéro un mondial incontesté. L'histoire est à suivre de près, même si certains outsiders risquent de perturber le récit. Geely est particulièrement concerné en passant carrément devant BYD au premier trimestre.

Premier trimestre 2026 : le nouveau rapport de force

L'entité chinoise, qui concentre des marques comme Volvo, Smart, Polestar et Zeekr, a ainsi écoulé 925 755 véhicules au premier trimestre 2026. La hausse de 0,1 % par rapport au premier trimestre 2025 est extrêmement timide, mais elle lui permet de graver un échelon en arrivant à la 7ème place. Chose que n'a clairement pas réussi à faire BYD, en chutant de la 6ème à la 11ème position avec une baisse de 30 % de ses livraisons.

Toyota reste au sommet

La marque, que l'on croyait invincible, semble avoir atteint un plafond de verre, bien que de nouveaux modèles devraient relancer à coup sûr sa dynamique. On gardera notamment un œil sur la citadine hybride rechargeable Dolphin G DM-i, qui risque de faire un carnage en Europe. Loin de tout ce brouhaha, Toyota conserve son trône avec 2 676 574 voitures vendues. Malgré un ralentissement de 1,4 %, la marque japonaise

assoit sa domination.

Volkswagen éternel second, suivi de Hyundai et Kia

Et de très loin, car le groupe Volkswagen arrive en deuxième position avec 1 980 273 ventes suite à une baisse plus prononcée de 3,9 %. Le duo Hyundai-Kia verrouille une nouvelle fois la troisième place avec 1 790 528 livraisons, soit un fléchissement de 0,5 % par rapport au premier trimestre 2025. L'excellente surprise vient du groupe Stellantis, qui a dynamité ses ventes de 11,8 %.

L'étonnante remontada du groupe Stellantis

Avec 1 361 000 voitures écoulées, la galaxie franco-italo-américaine sécurise sa 4ème place. Curieux, dites-vous ? Le miracle ne s'est pas tenu en Europe, mais de l'autre côté de l'Atlantique. Fiat a augmenté ses livraisons de 27 % sur le Vieux Continent, certes, mais aussi de 14 % au Brésil, là où la marque italienne a déjà une forte présence. RAM, de son côté, a connu une croissance de 18 %.

Quelles leçons tirer de ce nouveau classement ?

Derrière Stellantis s'accroche General Motors avec ses 1 062 000 ventes. Ford décroche la 6ème place grâce à ses 934 000 livraisons. Le groupe Geely est 7ème, suivi de Suzuki ayant cumulé 902 000 modèles écoulés. L'Inde demeure son marché principal via sa marque Maruti. Nissan termine 9ème avec 827 084 voitures, talonné de près par Honda qui ferme le top 10 avec 826 000 ventes. En bref, rien n'est encore joué entre les Chinois, avec des sursauts à prévoir.

R.S.H.T

SANCTION RECORD POUR ALIEXPRESS

L'UE INFLIGE UNE AMENDE DE 550 MILLIONS D'EUROS

Nouveau coup de tonnerre sur le marché du e-commerce : la Commission européenne vient d'infliger une amende record de 550 millions d'euros à AliExpress. Le géant chinois est sanctionné pour ses manquements répétés au Règlement sur les services numériques (DSA), notamment son incapacité à bloquer la vente de produits illégaux et dangereux.

C'est la plus lourde sanction jamais prononcée sous l'ère du DSA. Menée depuis mars 2024, l'enquête de Bruxelles a mis en lumière les défaillances structurelles importantes de la plateforme d'Alibaba. Derrière les prix cassés et les millions de références disponibles, la Commission européenne a identifié un laisser-aller généralisé dans la modération des contenus. Cette décision intervient quelques mois après une autre amende de 200 millions d'euros infligée à son rival Temu en mai pour des infractions similaires.

Un système de modération sous-dimensionné et inefficace

Multipliant les failles dans le contrôle des vendeurs sur sa plateforme, AliExpress a largement surestimé l'efficacité de ses algorithmes de détection. Les investigations de la Commission ont révélé que l'entreprise a omis de dimensionner ses équipes humaines face à la charge de travail réelle. Cela s'est soldé par la vente de vêtements contrefaits, de jouets non conformes et de cosmétiques toxiques qui ont continué de circuler librement sur le site pendant de longues semaines, même après avoir été signalés.

Les systèmes de recommandation et les régies publicitaires du site ont aussi activement poussé ces articles dangereux auprès des utilisateurs avant qu'ils soient supprimés. Pour évaluer la viabilité de sa modération, la plateforme s'est contentée d'un unique indicateur quantitatif, qui selon l'UE s'est montré incapable de mesurer la réapparition de produits illégaux similaires. En se basant sur les rapports de risques 2023 et 2024 du site ainsi que sur ses propres tests, Bruxelles a constaté qu'un volume important de marchandises non conformes passait systématiquement entre les mailles du filet.

Des contrôles contournés par les vendeurs peu scrupuleux

La politique de sanctions envers les marchands fraudeurs n'était apparemment pas appliquée avec rigueur, permettant à des boutiques déjà pénalisées de rester actives sur le site. Pour contourner les contrôles, de nombreux commerçants ont sciemment classé leurs objets dans de mauvaises catégories pour profiter de règles plus souples. Une manipulation qu'AliExpress n'a pas pu bloquer à cause d'un manque de personnel dédié à la vérification.

Le dispositif obligatoire d'autorisation de marque, censé endiguer le fléau des contrefaçons, s'est lui aussi révélé inopérant et sous-dimensionné. Les vendeurs ont facilement déjoué cette barrière, nuisant aux entreprises légitimes qui investissent beaucoup d'argent dans le design ou les tests de sécurité. AliExpress dispose désormais d'un sursis jusqu'au 20 octobre 2026 pour soumettre un plan d'action correctif complet sous peine de faire face à des astreintes financières.

R.S.H.T

LES FONDS MARINS AGRESSÉS

LES INDUSTRIELS NE RECULENT DEVANT AUCUN MASSACRE LUCRATIF

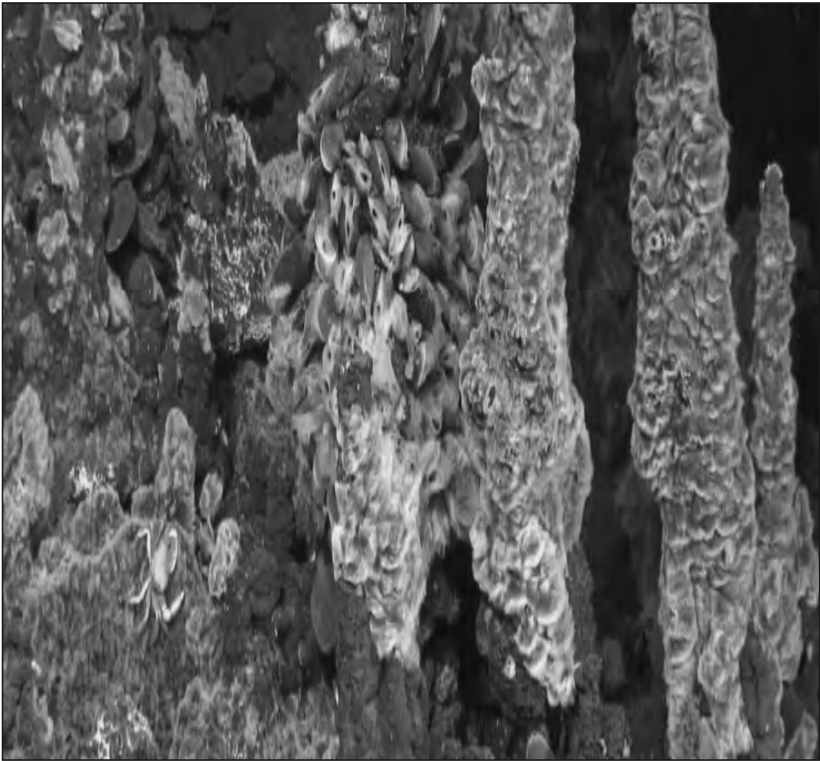
Les fonds marins sont devenus un enjeu économique et écologique majeur. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (L'UICN) tire la sonnette d'alarme dans sa dernière Liste rouge, révélant que des espèces uniques sont menacées par les projets d'exploitation minière sous-marine.

Par Chaimaa Sadou

Les grands fonds marins sont désormais au cœur d'une confrontation entre appétits économiques et impératifs écologiques. Leurs profondeurs recèlent d'importantes ressources minérales, notamment du nickel, du cobalt, du cuivre et du manganèse, essentiels à la fabrication des batteries électriques, des panneaux solaires et des éoliennes. La transition énergétique repose en grande partie sur ces matières premières. L'Union européenne importe plus de 70 % de son cobalt, ce qui accentue les tensions géopolitiques et encourage la recherche de nouvelles sources, y compris dans les abysses.

Face à une demande mondiale en hausse, plusieurs pays et entreprises convoitent ces richesses enfouies à des milliers de mètres sous la surface. La société canadienne The Metals Company a obtenu plusieurs contrats d'exploration dans la zone Clarion-Clipperton, une vaste plaine abyssale du Pacifique riche en nodules polymétalliques. La Chine, le Japon, l'Inde, la Corée du Sud ainsi que plusieurs pays européens figurent parmi les acteurs les plus engagés dans l'exploration des grands fonds. Cette ruée vers les minerais des profondeurs inquiète vivement les scientifiques et les organisations de protection de la nature.

Dans sa dernière Liste rouge, l'UICN révèle que plusieurs mollusques vivant autour des cheminées



hydrothermales figurent parmi les espèces les plus menacées. Ces formations géologiques, situées à 5.000 mètres de profondeur, rejettent une eau extrêmement chaude, riche en minéraux, et abritent une faune unique. Contrairement à la plupart des écosystèmes marins, ces oasis de vie dépendent de la chimiosynthèse, un processus par lequel des bactéries transforment les composés chimiques en énergie. La moindre perturbation pourrait avoir des conséquences irréversibles. Ces habitats abritent une biodiversité exceptionnelle encore largement inexplorée.

Selon l'UICN, plus de 60 % des mollusques recensés dans ces écosystèmes sont menacés par les projets miniers. Certaines espèces d'escargots, de moules et de palourdes sont classées « en danger critique », le dernier palier avant l'extinction. Leur vulnérabilité tient à

une répartition minuscule : parfois une seule cheminée. Si ces sites étaient détruits, ces espèces disparaîtraient définitivement. Les scientifiques estiment qu'il faudrait plusieurs décennies pour que ces écosystèmes se régénèrent.

Au-delà de l'extraction des minerais, les opérations d'exploration génèrent d'importants nuages de sédiments qui se dispersent sur plusieurs kilomètres. Ces particules fines recouvrent les organismes marins, entravant leur respiration et leur alimentation. Le bruit des opérations pourrait également perturber la faune marine, un impact qui fait encore l'objet d'études. Les scientifiques redoutent des répercussions encore mal connues sur les chaînes alimentaires.

L'homme exerce-t-il déjà des activités minières dans les océans ? La réponse est nuancée. Des opérations de prospection et d'exploration sont

menées depuis plusieurs années. L'Autorité internationale des fonds marins, créée sous l'égide des Nations unies, délivre des contrats d'exploration au-delà des juridictions nationales. À ce jour, plus de trente contrats ont été attribués. L'exploitation commerciale n'a pas encore débuté, en raison des incertitudes scientifiques.

Plusieurs États, dont la France, appellent à un moratoire. En 2021, les membres de l'UICN ont voté massivement pour une suspension de l'exploitation minière en eaux profondes. Les organisations environnementales jugent que les bénéfices économiques escomptés ne justifient pas les risques encourus. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Norvège et plusieurs îles du Pacifique suivent ces débats de près.

À l'inverse, les espèces évoluant dans des aires marines protégées présentent un état de conservation bien meilleur. Ce constat souligne l'efficacité des mesures de protection. Pour l'UICN, préserver ces habitats uniques est une priorité, afin d'éviter la disparition d'espèces parfois découvertes seulement depuis quelques années. Les scientifiques estiment qu'une grande partie de la biodiversité des grands fonds reste encore inconnue.

Les grands fonds marins figurent parmi les derniers territoires inexplorés de la planète. Leur richesse biologique pourrait receler des ressources précieuses pour la recherche médicale. Véritables archives vivantes de l'évolution, ces écosystèmes profonds méritent d'être préservés. Toute décision concernant leur exploitation doit reposer sur le principe de précaution, pour préserver un patrimoine naturel irremplaçable.

C.S

INTEMPÉRIES MEURTRIÈRES EN AMÉRIQUE DU SUD

LE CHILI FRAPPÉ PAR UNE GROSSE TEMPÊTE : DIX MORTS ET DES MILLIERS DE SINISTRÉS

Par Ikram Haou

Le gouvernement du Chili a déclaré l'état de catastrophe après la mort d'au moins dix personnes, tandis que près de 100.000 habitants sont isolés après avoir perdu les voies de communication en raison de la violente tempête qui a touché le pays.

Le gouvernement a publié lundi dernier un nouveau bilan de la catastrophe et a mobilisé l'armée pour les opérations de sauvetage, une semaine après le début de cette tempête, survenue le 15 juillet. Il convient de rappeler que les fortes pluies ont même touché les régions septentrionales de Coquimbo et d'Atacama, connues pour leurs faibles précipitations.

Selon la directrice du Service national des urgences (Senapred), Alicia Cebrian, le bilan fait état de dix morts, quatre disparus, 17 blessés et 2.422 personnes sinistrées. Cette annonce fait suite à la publication d'un précédent bilan faisant état de cinq morts.

D'après les autorités, ces catastrophes météorologiques ont non seulement eu des conséquences humanitaires, mais ont également endommagé environ 2.200 habitations. De plus, les crues des rivières ont coupé les routes reliant de nombreux villages, isolant ces localités et laissant environ 2.400 personnes sinistrées et plus

de 1.000 autres isolées. Il convient de rappeler que, dans les zones rurales de Coquimbo, à environ 460 km au nord de Santiago, l'armée a utilisé des tracteurs pour secourir les personnes piégées par les inondations. Des hélicoptères ont également été mobilisés afin d'évacuer, par les fenêtres de leurs maisons inondées, les habitants bloqués.

À cette occasion, le gouverneur de Coquimbo, Cristóbal Julia, a déclaré que certains quartiers étaient recouverts de boue et d'eau. «Les habitants ont tout perdu, notamment leurs maisons et leurs biens. Ils sont très angoissés», a-t-il ajouté.

À l'heure actuelle, le président chilien, José Antonio Castro, a déclaré l'état de catastrophe dans certaines régions du nord du Chili lundi dernier, autorisant le déploiement de l'armée, imposant des restrictions de circulation et accélérant l'acheminement de l'aide humanitaire.

Le pays n'avait pas connu, depuis deux décennies, une tempête aussi étendue et accompagnée de précipitations aussi importantes, a indiqué Arnaldo Ziga, de la Direction météorologique du Chili. Selon le ministère de l'Énergie, sur les réseaux sociaux, environ 150.000 personnes sont toujours privées d'électricité dans l'ensemble du pays.

En outre, le directeur régional de la compagnie des eaux Aguas del Valle, Andrés Nazer, a indiqué que la situation avait dépassé toutes les pré-

visions. Il a ajouté que les infrastructures avaient été endommagées et que le personnel de certaines installations avait été évacué.

En raison de ces perturbations météorologiques, qui ont engendré de fortes vagues et des rafales de vent dépassant les 100 km/h, des mesures de précaution ont été prises, notamment la suspension partielle des activités portuaires la semaine dernière. Les scientifiques continuent d'alerter sur l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes à l'échelle mondiale, en particulier avec la hausse continue des températures provoquée par les émissions de combustibles fossiles. Selon le rapport de l'ONU sur l'action climatique, les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) sont de loin les principaux responsables du changement climatique mondial, représentant plus de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et environ 90 % des émissions totales de dioxyde de carbone. Présents dans l'atmosphère terrestre, ces gaz retiennent la chaleur du soleil, provoquant le réchauffement climatique. La planète se réchauffe aujourd'hui plus rapidement que jamais. À terme, cette hausse des températures entraînera des modifications des régimes météorologiques et des perturbations des équilibres naturels, générant de nombreux risques pour l'humanité et l'ensemble des formes de vie sur Terre.

I.H

VACANCES ET LOISIRS

LES CENTRES DE VACANCES ABANDONNENT LES TENTES À CAUSE DES FORTES CHALEURS

Le ministère de la Jeunesse a annoncé la suspension de l'utilisation des tentes dans les centres de vacances et de loisirs placés sous sa tutelle, en raison des conditions climatiques exceptionnelles marquées par des vagues de chaleur inédites. Tous les bénéficiaires seront désormais accueillis dans des structures d'hébergement alternatives, précise un communiqué du ministère.

Par Malek Gaya

Cette décision intervient dans le cadre du suivi régulier des centres de vacances et de loisirs de la saison 2026, qui relèvent du secteur de la Jeunesse et reçoivent des jeunes Algériens dans le cadre des différents programmes de colonies de vacances. À la suite des visites de terrain effectuées par le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, afin d'évaluer les effets des



épisodes de chaleur extrême, il a été décidé de mettre fin à l'utilisation des tentes dans l'ensemble des centres

concernés, indique le communiqué. Le ministère précise que l'ensemble des vacanciers a été relogé dans

des structures d'accueil de substitution, mobilisées en coordination avec les différents partenaires du programme, notamment les ministères de l'Intérieur, de l'Éducation nationale, ainsi que de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Selon le communiqué, cette mesure préventive a pour objectif d'assurer les meilleures conditions de sécurité et de confort aux enfants et aux jeunes accueillis, tout en garantissant le bon déroulement du programme national des vacances et des loisirs. Le ministère réaffirme également sa volonté de poursuivre la modernisation des centres, grâce à l'installation progressive de chalets résistants aux incendies et à la réalisation de structures d'hébergement mieux adaptées, afin de renforcer la sécurité et d'améliorer la qualité des prestations offertes aux enfants et aux jeunes.

M.G

EBOLA EN RDC

L'ÉPIDÉMIE POURSUIT SA PROGRESSION MALGRÉ UNE RIPOSTE RENFORCÉE

Par Hamida Indja

La République démocratique du Congo continue de faire face à une épidémie d'Ebola. Selon le dernier bilan des autorités sanitaires, le nombre de cas confirmés a atteint 2.423, dont 967 décès. Les autorités restent mobilisées pour limiter la propagation du virus, qui touche plusieurs provinces du pays.

Le nombre de cas confirmés d'Ebola en République démocratique du Congo est monté à 2.423, dont 967 décès, selon le dernier rapport publié lundi par les autorités sanitaires. Le document indique que la transmission du virus demeure très importante, surtout dans la province de l'Ituri, où les services de surveillance sont mobilisés à leur maximum.

Au 19 juillet, 734 patients étaient placés en isolement ou recevaient un traitement. Depuis le

début de l'épidémie, 469 personnes ont été guéries, d'après le même rapport.

Les autorités ont annoncé qu'une nouvelle zone de santé, Adja, dans la province de l'Ituri, est désormais touchée par le virus. Avec cette nouvelle zone, le nombre total de zones de santé affectées passe à 47, réparties dans cinq provinces du pays.

L'épidémie est due à la souche Bundibugyo du virus Ebola. Déclarée le 15 mai, elle s'est ensuite propagée aux provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Haut-Uélé et de la Tshopo. Selon le rapport, le virus continue de se propager en raison des déplacements de population, de l'insécurité, de l'activité dans les petites mines et des échanges commerciaux avec l'Ouganda et le Soudan du Sud.

Le rapport indique également que de nouvelles chaînes de transmission sont apparues dans la province du Haut-Uélé, ce qui montre

que le virus continue de gagner de nouvelles régions. Les autorités rencontrent aussi plusieurs difficultés pour stopper l'épidémie. Elles expliquent que certains habitants refusent de coopérer, que l'insécurité et les violences persistent, que les centres de soins manquent de capacité d'accueil et qu'il est difficile de retrouver toutes les personnes ayant été en contact avec les malades. Le rapport indique d'ailleurs que les centres du Nord-Kivu sont saturés : ils prennent en charge 181 patients alors qu'ils ne disposent que de 141 lits, ce qui signifie qu'ils fonctionnent au-dessus de leurs capacités.

La RDC et l'Ouganda ont évalué conjointement le fonctionnement d'un laboratoire mobile basé à Kasenyi, à la frontière. L'objectif est de renforcer la surveillance de part et d'autre de la frontière et de mieux coordonner la riposte contre le virus.

H.I

PÉROU

L'ÉTAT D'URGENCE DÉCRÉTÉ APRÈS LE SÉISME MEURTRIER DE JUNÍN

Le gouvernement péruvien a déclaré l'état d'urgence dans plusieurs districts de la région de Junín, touchée par un séisme survenu samedi. Cette décision vise à accélérer les opérations de secours et à venir en aide aux populations affectées.

Le gouvernement du Pérou a annoncé, lundi, l'état d'urgence dans le centre du pays après le séisme qui a frappé samedi la région andine de Junín. Cette catastrophe a fait au moins six morts et causé d'importants dégâts matériels.

L'épicentre du séisme a été localisé dans le district andin de Chongos Bajo, situé à environ 300 kilomètres à l'est de Lima, la capitale du pays.

Dans un communiqué, le gouvernement a indiqué que cette décision a été prise afin de protéger les habitants touchés par ce séisme de magnitude 5,1. L'état d'urgence concerne cinq districts affectés par la catastrophe.

Cette mesure sera appliquée pendant 60 jours. Elle permettra aux autorités d'accélérer la mise en place de postes médicaux, le déploiement des équipes de secours, le déblaiement des décombres ainsi que les travaux de reconstruction des infrastructures endommagées.

Le Premier ministre, Luis Enrique Arroyo, a confirmé dimanche que le bilan du séisme s'élève à six morts. L'Institut national de protection civile a annoncé que 32 personnes ont été blessées, que 52 maisons ont été détruites et que plusieurs infrastructures ont été endommagées, notamment des écoles, des églises, des centres de santé et des bâtiments publics.

L'Indeci a également précisé que 122 membres des forces de sécurité ont été mobilisés pour participer aux opérations de déblaiement et installer des centres d'hébergement destinés à plus de 300 sinistrés.

Lundi, des militaires, des policiers et des pompiers ont poursuivi les opérations de secours. D'après les médias locaux, ils ont fouillé les décombres des habitations détruites afin d'évacuer les personnes qui pouvaient encore s'y trouver.

Le dernier séisme ayant provoqué de très lourdes conséquences au Pérou remonte au 15 août 2007. Il avait frappé la ville de Pisco, dans le sud du pays, avec une magnitude de 7,9. Cette catastrophe avait fait 595 morts et provoqué un petit tsunami.

H.I

ACCIDENTS DE LA ROUTE 57 DÉCÈS ET 2183 BLESSÉS EN UNE SEMAINE (PROTECTION CIVILE)

Cinquante-sept (57) personnes sont décédées et 2183 autres ont été blessées dans 2582 accidents de la circulation survenus durant la période du 12 au 18 juillet, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mascara avec 6 morts et 31 blessés, suite à 30 accidents de la circulation, précise la même source.

Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, 7379 interventions ont été effectuées par la Protection civile, ayant permis de sauver 5147 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1827 autres et d'évacuer 391 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant, toutefois, le décès de 10 personnes en mer et de 7 autres dans des réserves d'eau.

Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 5702 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas de Sétif (349), Constantine(343) et Alger(324). Pour ce qui est du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 1100 incendies de couvert végétal à travers plusieurs wilayas.

R.S

FOOT/ MONDIAL-2026

AUCUN INDICE DE MANIPULATION DE MATCHS DÉTECTÉ, SELON LA FIFA

Le groupe de travail de la FIFA sur l'intégrité n'a détecté " aucune activité suspecte en matière de paris, ni aucun indice relevant de la manipulation" lors des 104 matchs de la Coupe du monde 2026, a annoncé mardi l'instance dirigeante du football mondial.

Créé pour prévenir et détecter les menaces liées à la manipulation des rencontres, le groupe de travail a surveillé en temps réel les marchés des paris et l'action sur le terrain tout au long de la compétition.



Le groupe de travail de la FIFA sur l'intégrité a fourni, lors de cette Coupe du Monde 2026, un cadre solide pour le partage de renseignements, l'évaluation des problèmes potentiels et la coordination d'une réponse rapide", a déclaré Liam Rich, responsable intégrité senior à la FIFA.

L'instance dirigeante du football mondial a centralisé les rapports de surveillance des paris, ainsi que les autres données pertinentes et les signalements reçus, avant de les analyser et de les partager avec les membres du groupe de travail conformément aux procédures établies.

ERCATO

L'USM KHENCHELA RECRUTE DIX NOUVEAUX JOUEURS

L'USM Khenchela, sociétaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé mardi le recrutement de dix nouveaux joueurs, évoluant dans différents postes, en vue de la nouvelle saison sportive 2026-2027.

Le club avait perdu plusieurs éléments à la fin de l'exercice écoulé, notamment, le milieu de terrain Islam Bekir et l'attaquant Hamid Jaouchi, partis au CS Constantine, ainsi que son tandem offensif, composé du gabonais Edlin Randy Essang-Matouti et du camerounais Franck Mbella Etouga, partis respectivement au MC Oran et au Chabab de Belouizdad.

La Direction de l'USMK se devait donc de frapper fort sur le marché des transferts, cet été, pour remplacer tout ce beau monde, et elle semble y être parvenue, en engageant pas moins de dix nouvelles recrues, à commencer par le trio Bencheikh Lefkoun, Imad Boubekeur et Youcef Daoud, en provenance de l'ES Sétif.

Le club a engagé également Adem Chaïbi (CA Batna), Merouane Benzid (CR Belouizdad), Faïk Amrane (MB Rouissat), Anouar Boukhalfa (MO Béjaïa) et Sid Ahmed Maâtahhal (JS Saoura).

L'USMK a réussi à finaliser également avec deux attaquants africains, en l'occurrence El Hacène Camara en provenance de Hafïa Conakry et l'Ivoirien Issouf Camara en provenance de l'ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire).

"Ce recrutement a été soigneusement étudié. Il a été effectué dans le but de constituer une équipe compétitive et homogène, qui sera capable de répondre aux attentes et aux ambitions du club", a ajouté le club dans un bref communiqué publié sur ses réseaux sociaux.

L'USMK avait terminé la précédente saison à la 7e place du classement général, avec 44 points, et elle semble vouloir faire aussi bien l'an prochain.

APS

FOOT/ LIGUE 1 MOBILIS (MC ALGER)

DJAMEL BENLAMRI NOMMÉ AU POSTE DE MANAGER GÉNÉRAL

Le MC Alger a annoncé mardi, la nomination de l'ancien défenseur international, Djamel Benlamri, au poste de manager général et porte-parole de l'équipe première.

Benlamri a officiellement rejoint le Doyen en tant que manager général et porte-parole officiel, dans le cadre du renforcement de l'administration du club par des compétences et des personnes d'expérience, afin de poursuivre le projet sportif du club", indique le triple champion d'Algérie en titre sur ses réseaux sociaux.

Benlamri (36 ans) avait porté les couleurs du Mouloudia lors de la saison 2023-2024, contribuant au titre de champion remporté par le MCA, après 14 années de disette.

Cette nomination intervient quelques jours après celle de Boualem Charef, au poste de directeur technique sportif (DTS) des jeunes catégories, en remplacement de Salim Menad, dont le

contrat a été résilié.

Le poste de directeur sportif devrait être confié à l'ancien milieu défensif de l'équipe nationale, Adlène Guedioura (40 ans).

En matière de recrutement, le vieux club algérois a engagé jusque-là quatre joueurs : Kohili (PAC), Islam Abdelkader (PAC), Mehdaoui (OA) et Konaté (USC), en attendant d'autres arrivées.

Les Vert et Rouge ont entamé les préparatifs en vue de la nouvelle saison 2026-2027 le 7 juillet, sous la conduite de l'entraîneur tunisien, Khaled Ben Yahia, confirmé dans ses fonctions.

La délégation du MCA s'envolera mercredi pour l'Autriche, pour effectuer un stage d'intersaison à Dietersdorf bei Furstenfeld, située à environ 163 kilomètres de la capitale Vienne, avec au menu une série de matchs amicaux, dont ceux face aux Saoudiens d'Al-Hilal et aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns.

RS

UNIQLQ WHEELCHAIR TENNIS TOUR / TOURNOI DE LEUVEN

DEUX MÉDAILLES D'ARGENT POUR L'ALGÉRIENNE IMÈNE TOUBAL

La joueuse algérienne de tennis sur fauteuil roulant, Imène Toubal, a remporté deux médailles d'argent, en simple et en double, lors du tournoi international de Leuven (Belgique), comptant pour l'UNIQLQ Wheelchair Tennis Tour.

En simple, l'Algérienne s'est successivement imposée face à la Néerlandaise Donna Broek-Jansen (6-1, 6-0), à la Canadienne Anne-Marie

Dolinar (6-0, 6-1) et à la Belge Luna Gryp (6-3, 4-6, 6-3), se qualifiant ainsi pour la finale, où elle a malheureusement fini par s'incliner (7-6, 6-0), devant l'ancienne N 11 mondiale, la Japonaise Shiori Funamizu.

En double, Imène Toubal s'était associée à la Belge Luna Gryp, avec laquelle elle a également atteint la finale, décrochant ainsi une deuxième

médaille d'argent dans ce tournoi.

A la faveur de ces résultats, Imène Toubal gagne cinq places dans le nouveau classement mondial de l'UNIQLQ Wheelchair Tennis Tour de l'ITF, publié lundi. L'Algérienne occupe désormais la 52e place mondiale, avec un total de 231 points.

RS

VOLLEY / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE (U18)

LES SÉLECTIONS ALGÉRIENNES GARÇONS ET FILLES À ALEXANDRIE POUR DÉFENDRE LES COULEURS NATIONALES

Les sélections algériennes masculine et féminine des moins de 18 ans (U18) de volley-ball sont à pied d'oeuvre à Alexandrie (Egypte), où elles prendront part au Championnat d'Afrique des nations de la catégorie, prévu jusqu'au 30 juillet, a annoncé la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB). Les deux délégations ont rallié la ville égyptienne à quelques heures du coup d'envoi de cette compétition continentale, qui réunira les meilleures sélections africaines de la catégorie d'âge dans les tableaux masculin et féminin.

Organisée sous l'égide de la Confédération africaine de volley-ball (CAVB), cette édition constitue l'un des rendez-vous majeurs du calendrier continental des jeunes. Pendant dix jours, les équipes engagées tenteront de décrocher les titres africains tout en offrant à leurs jeunes joueurs une précieuse expérience internationale, considérée comme une étape essentielle dans

leur progression vers le haut niveau.

Au-delà de l'enjeu sportif, le Championnat d'Afrique U18 représente une vitrine pour les futurs talents du volley-ball africain, appelés à intégrer, dans les prochaines années, les sélections nationales seniors et à représenter leurs pays dans les compétitions continentales et mondiales.

"Le Championnat d'Afrique U18 est bien plus qu'une compétition. C'est un investissement dans l'avenir du volley-ball africain. Chaque jeune athlète représente les espoirs et les aspirations de notre continent. A travers ce tournoi, nous continuons à bâtir des bases solides pour la prochaine génération de champions tout en promouvant les valeurs d'excellence, d'unité, de respect et d'amitié qui caractérisent notre sport", indique un communiqué de la CAVB.

Les rencontres de cette compétition continentale se dérouleront au Pioneers Club. Parmi les

pays participants, on cite notamment l'Egypte (pays hôte), l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Burundi, le Cameroun, Cap-Vert, Rwanda et le Sénégal.

Listes des sélections algériennes U18 (filles et garçons) :

Filles : Sara Henni, Aya Moussi, Meriem Tilmatine, Nesrine Khouani, Ismahane Bali, Dania Sennoun, Farah Belarbi, Thafath Sekhriou, Lisa Abrikh, Emma Djidi, Yanel Tabti, Dyna Saheb

Entraîneur principal : Rabia Kamel

Garçons : Mohammed Belaid, Aymene Abderrahmane Affanen, Mohammed Bouali, Hamza Bouhafs, Yahia Bouima, Wahid Aberkane, Samir Sellak Saidani, Talal Lamine Dhina, Souheyb Fekraoui, Djaber Abdelhak Sekkak, Islam Cherifi, Abdelkader Takorabet

Entraîneur principal : Riad Zahir Galou.

RS

13^e ÉDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ALGER

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS AUX RÉALISATEURS DU MONDE ENTIER

Les réalisateurs de tous les pays peuvent désormais soumettre leurs œuvres pour participer à la 13e édition du Festival international du film d'Alger, programmée du 27 novembre au 4 décembre prochains dans la capitale, ont indiqué les organisateurs.

Par Yousra Dali

Dans un communiqué diffusé sur le portail officiel de la manifestation, ils précisent que les inscriptions s'effectuent uniquement par l'intermédiaire de la plateforme numérique « FilmFreeway.com ». Les œuvres proposées peuvent être des longs ou des courts métrages de fiction, d'animation, expérimentaux, éducatifs et scientifiques, ainsi que des documentaires. Les organisateurs précisent également que les films doivent avoir été réalisés après le 1er janvier 2025 et être tournés en arabe, en français ou en anglais, avec des sous-titres lorsque cela est nécessaire. Les productions retenues seront en lice pour plusieurs distinctions, notamment le Grand Prix, le Prix du jury et le Prix du public. Le



commissariat a arrêté au 1er septembre 2026 la date limite de réception des dossiers de candidature. Les cinéastes souhaitant participer sont invités à consulter le site officiel du

Festival (www.ficinema.dz) afin d'obtenir davantage d'informations sur les conditions de participation. La 13e édition du Festival international du film d'Alger est organisée sous l'égide

du ministère de la Culture et des Arts, avec l'appui de partenaires publics et privés, ont rappelé les organisateurs.

Y.D

POUR L'HISTOIRE
NOUVELLE PUBLICATION SUR LE PATRIMOINE
ET LES PERSONNALITÉS DE DJANET

Une nouvelle publication intitulée "Sites et éminentes personnalités de Djanet durant l'ère coloniale" a été éditée par l'enseignant et Imam Boudjemâa Foundou, mettant en valeur le patrimoine de la région et ses personnalités durant l'ère coloniale. Contacté par l'APS, l'auteur, également président du bureau de l'association des Oulémas musulmans algériens de Djanet, a affirmé que son travail de recherche, édité par la maison d'édition Adlis-Belezma de Batna, vise à rendre hommage aux figures emblématiques s'étant illustré dans le domaine de la science et du savoir, l'ancrage des valeurs religieuses et nationales et la préservation de la mémoire locale, à l'ère de la rareté des

références écrites documentant le l'Histoire de la région. S'appuyant sur des informations parvenues par transmission orale et écrite, dont de rarissimes manuscrits, et d'une recherche produite en 1996 sur Cheikh El-Kadi Abdou Ibn-Salihine, une de ses principales références, l'ouvrage est décliné en quatre volets principaux : une monographie de la ville de Djanet et les sites et monuments archéologiques, le ksour d'Adjahil et sa préminente et antique mosquée "Imam-Malek", le Ksar de Zelouaz avec en son centre l'antique mosquée "Omar El-Mokhtar" et le Ksar d'El-Mihane accueillant le plus ancien lieu de culte de la région "Imam Ali Ben-Abi-Taleb". L'ouvrage rend également un grand hommage

aux éminentes personnalités de la région, hommes de culte et de savoir, dont cheikh El-Kadi Abdou Ibn-Salihine, l'imam Hadj Sidi-Mohamed Ben-Ahmed, l'érudit Haneche Mohamed Ali et le Mokadem (chef spirituel) de la Tariqa (confrérie) Senoussia à Djanet, Mermouri Akhamouk. La publication fait partie des contributions visant la mise en lumière de l'histoire de Djanet via la valorisation de ses sites archéologiques et ses figures emblématiques, dans le but de consolider les efforts de préservation de la mémoire nationale et la valorisation du patrimoine matériel et immatériel de la région pour sa transmission aux futures générations.

RC

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
UNE ÉQUIPE ALGÉRIENNE REMPORTE
LE PRIX "ALLAN STANIFORTH"

L'équipe algérienne "ENP Racing Team" a remporté le prix "Allan Staniforth" de la meilleure équipe participante pour la première fois au concours "Formula Student UK" relatif à l'ingénierie et à la conception automobile au Royaume-Uni. A cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a adressé ses félicitations aux membres de l'équipe distinguée, après avoir, a-t-il dit, "démontré qu'ils incarnent l'avenir de l'Algérie nouvelle et victorieuse et sont les artisans de sa gloire", saluant leur exploit dans l'une des prestigieuses compétitions dédiées aux étudiants en ingénierie. A ce propos, le conseiller du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, chargé de l'information numérique et de l'information statistique, Abdeldjebbar Daoudi, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que la distinction de cette équipe sur le circuit de "Silverstone" au Royaume-Uni, reflète "le niveau de la formation des étudiants algériens et leur capacité à entrer en compétition dans les plus grands événements internationaux relatifs à

l'ingénierie et à la conception automobile". L'équipe algérienne "a pu arracher ce prix dans la catégorie des équipes et des pays participant pour la 1re fois, parmi les sept pays prenant part pour la 1re fois à ce concours", a-t-il ajouté. Le prix "Allan Staniforth" qui porte le nom de l'ingénieur britannique des voitures de course "Allan Staniforth" qui a contribué à la formation de générations d'ingénieurs spécialisés dans la conception et la fabrication des voitures de course, ce qui confère à cette distinction une valeur scientifique et une grande symbolique, a rappelé le même responsable. L'évaluation des équipes participantes repose sur plusieurs normes techniques, dont "la qualité de la conception d'ingénierie, la gestion du projet, la qualité de la fabrication et de l'assemblage, ainsi que sur les résultats des tests techniques statiques et les tests de performance", a fait savoir M. Daoudi, pour qui, cet exploit reflète "la compétence des étudiants algériens et leur capacité à donner une meilleure image de l'Université algérienne dans les compétitions internationales".

RC

DES BUS POUR LA PLAGE
AUTORISATIONS
EXCEPTIONNELLES
ACCORDÉES À
TRANSPORTEURS PRIVÉS

La direction des transports de la wilaya d'Ouled Djellal a accordé des autorisations exceptionnelles à 45 bus appartenant à des transporteurs privés pour permettre aux citoyens des différentes communes de se rendre aux plages des wilayas côtières au cours de la saison estivale 2026, a-t-on appris mardi auprès du directeur du secteur, Ali Hechaïchi. Le même responsable a précisé que cette initiative fait partie des mesures prises dans le cadre du "plan bleu" de la saison estivale, ajoutant s'attendre à atteindre un total de 120 autorisations d'ici le mois d'août prochain. La même source a ajouté que la capacité des bus ayant obtenu ces autorisations exceptionnelles atteint 1.489 places/jour, soulignant que l'octroi de ces autorisations valables durant tout l'été a débuté le 15 juillet courant sur la base des demandes exprimées par les transporteurs. Dans le même contexte, la même source a précisé que pour garantir le service minimal de transport et ne pas perturber la régularité de l'activité de transport de voyageurs, cette mesure a été plafonnée à 50% du nombre de bus déployés sur chaque ligne. Les bus concernés par ces autorisations transporteront les citoyens vers les plages des wilayas de Tipaza, de Jijel, d'Alger, de Boumerdès et de Skikda.

RS

SOUS NOS YEUX

L'EXPANSIONNISME SIONISTE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES (1/2)

Comme on peut le voir dans cet aperçu synthétique, « Israël », sa diplomatie politico-militaire, ne se repose pas et continue d'entretenir l'influence du sionisme et de sa doctrine de mort sur tout le continent.

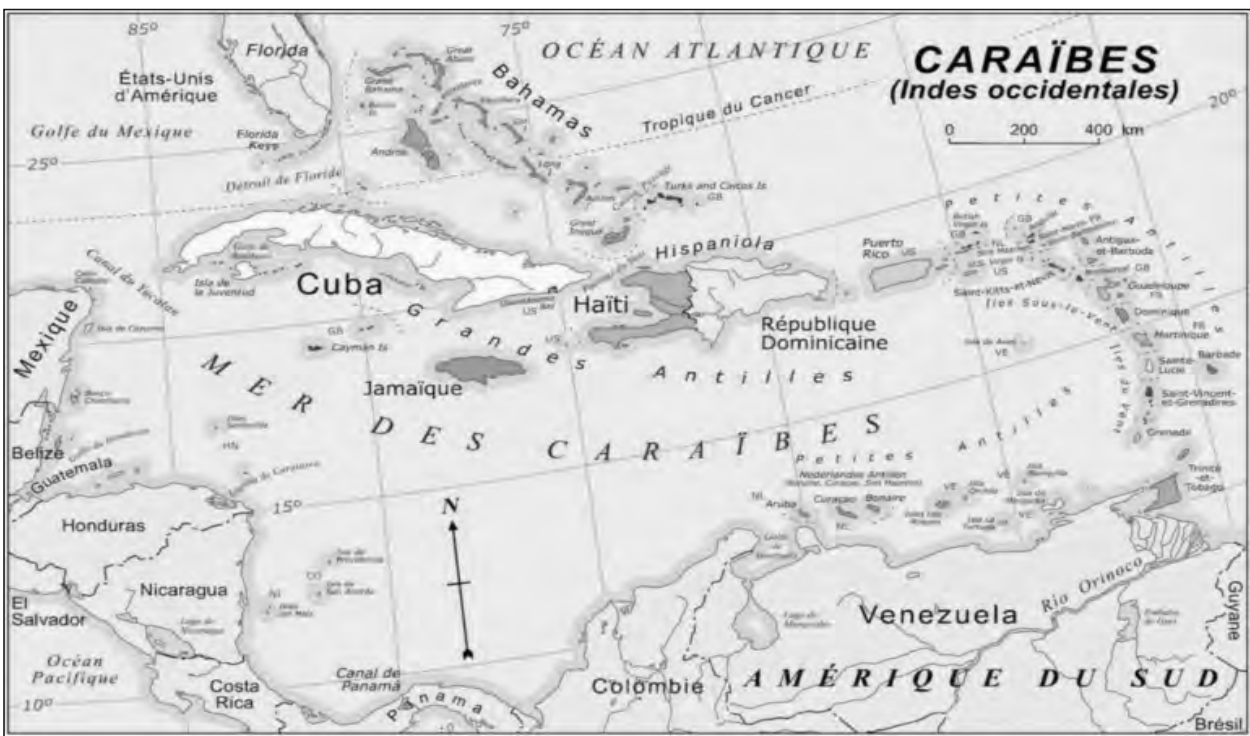
Par Carlos Aznárez

L'influence sioniste est de plus en plus grande en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il ne s'agit pas seulement de l'ouverture de possibilités de relations politiques, économiques et militaires qu'« Israël » a pu obtenir grâce à son partenaire fondamental, les États-Unis, mais aussi d'une audacieuse manœuvre de pression et de cooptation de dirigeants et de hauts fonctionnaires de différents pays, sur lesquels chacune des communautés juives travaille sans relâche en faisant du lobbying, en établissant des relations d'intérêts et, dans certains cas, en « serrant la vis à ceux qui ne réalisent pas l'importance qu'« Israël » a dans le monde », selon les propos d'un dirigeant d'une entité sioniste de Colombie.

En ce qui concerne l'essor de la présence israélienne en terres latino-américaines, le cas de l'Argentine a acquis une importance vitale pour l'expansionnisme sioniste. Bien que le pays soit l'un de ceux qui ont toujours bénéficié d'une forte adhésion à la pensée de Theodor Herzl (créateur doctrinaire du sionisme) au sein de la communauté juive, ces dernières années, cela s'est multiplié, que ce soit par adhésion pleine et entière ou par une imposition quasi mafieuse sur ceux qui ne se soumettent pas aux diktats des organisations résolument pro-israéliennes. Depuis 2023, avec l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, les relations argentines avec « Israël » ont fait un bond monumental. Milei se targue d'être « le premier et le principal président sioniste » du continent, et a généré des relations charnelles avec « Tel-Aviv », applaudissant sans rougir l'action génocidaire du gouvernement de Netanyahu, et se rendant à plusieurs reprises en « Israël » pour y générer toutes sortes d'accords commerciaux, militaires et de renseignement.

Buenos Aires est devenue la deuxième « Tel-Aviv »

En fait, ce n'est pas un hasard si de nombreux analystes considèrent que Buenos Aires est devenue la deuxième « Tel-Aviv », où l'ambassade et les entités juives « communautaires » jouent un rôle décisif dans la mise en œuvre des stratégies du gouvernement argentin, tout autant, voire plus, que celles que Milei entretient avec les États-Unis. Le comble au niveau gestuel fut, à cet égard, le serment prêté sur la Torah par l'ancien chancelier Gerardo Werthein lors de son entrée en fonction. Aux opérations répétées d'achat d'armement et d'échange d'instructeurs, qui ont commencé pleinement lorsque l'ex-ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, s'est rendue à « Tel-Aviv », a revêtu l'uniforme de l'armée d'occupation et s'est exercée au tir avec des officiers israéliens, s'ajoutent les opérations de toutes sortes encouragées par l'homme d'affaires Mario Montoto, de la Chambre de commerce argentinoisraélienne.



Parmi les dernières initiatives des deux gouvernements figurent la signature et la mise en œuvre des « Accords d'Isaac » visant à approfondir la coopération en matière de défense de renseignement et de sécurité, non seulement pour l'Argentine mais aussi pour le reste du continent. Ce n'est pas un hasard si « Israël » a désigné Buenos Aires comme son centre régional d'opérations. Ces « accords » sont similaires aux « Accords d'Abraham » qu'« Israël » a imposés au Moyen-Orient à des pays de cette région qui ont non seulement « normalisé » leurs relations avec l'entité sioniste, mais qui, au milieu des massacres contre la population civile palestinienne et libanaise, continuent de vendre ou d'acheter des armes et toutes sortes de fournitures au gouvernement Netanyahu.

Un autre élément à prendre en compte en ce qui concerne l'expansionnisme sioniste en Argentine est la présence de l'entreprise publique israélienne des eaux Mekorot, qui est arrivée dans le pays grâce à des accords honteux signés par l'ex-ministre « progressiste » Wado de Pedro (sous le gouvernement d'Alberto et Cristina Fernández) et qui, aujourd'hui, grâce à la collaboration servile des gouverneurs, l'entreprise phare sioniste s'est institutionnalisée dans tout le pays. L'autre aspect à prendre en compte lorsqu'on parle de présence sioniste en Argentine est l'incursion lente mais persistante de colons-soldats israéliens en Patagonie, ce qui a déjà provoqué des alertes de toutes sortes dans la région. Bien sûr, leur installation sur ce territoire se fait avec le feu vert du gouvernement sionofasciste de Milei et la complicité ouverte des gouverneurs du parti au pouvoir mais aussi de « l'opposition » péroniste. Parmi les dernières et graves nouveautés en ce sens, figure l'établissement d'un consulat israélien à Ushuaïa, qui couvrira trois points géostratégiques : la Terre de Feu, l'Antarctique argentin et les îles Malouines. Dans ces dernières, l'entreprise israélienne Navitas Petroleum s'est installée depuis un certain temps, menant l'exploitation pétrolière sur les îles via le projet Sea Lion (León Marino), en association avec la britannique Rockhopper Exploration. Le projet est situé à environ

220 km au nord des îles, avec des plans pour commencer le forage et l'extraction commerciale de pétrole brut vers 2028.

Les pays voisins de l'Argentine aussi

Les pays voisins de l'Argentine ne sont pas en reste dans leurs relations avec l'entité sioniste. Dans le cas du Paraguay, sous l'administration du président d'extrême droite Santiago Peña, le pays a maintenu une position totalement obsequieuse de soutien à « Israël », officialisant le transfert de son ambassade à Jérusalem. En ce qui concerne les accords bilatéraux, les deux pays ont formalisé des conventions de coopération dans des domaines stratégiques tels que la défense, la diplomatie et l'intelligence artificielle, ainsi que des programmes d'échange technique pour la gestion efficace de l'eau et le développement dans le Chaco paraguayen.

En ce qui concerne le commerce et les échanges : il existe des accords importants qui ont stimulé des secteurs clés comme l'exportation de viande paraguayenne vers le marché israélien, en plus de bourses et de stages annuels pour que des professionnels paraguayens se forment en « Israël » dans les domaines de l'innovation et de la médecine. Dans le domaine militaire-policiier, des conseillers israéliens fréquentent la nation guarani en proposant des cours d'entraînement, qui sont couronnés par des voyages dans les territoires palestiniens occupés d'officiers de l'armée pour participer à des exercices de tir réel.

De son côté, l'entreprise des eaux Mekorot a été impliquée dans des propositions techniques et d'infrastructure au Paraguay depuis 2014. Son projet le plus important s'est concentré sur la construction d'une usine de traitement à Piquete Cué, Limpio (avec un coût estimé à 228 millions de dollars) pour fournir de l'eau potable à Limpio, San Lorenzo, Luque et Mariano Roque Alonso.

En ce qui concerne le Chili, le gouvernement actuel du nazi-fasciste José Antonio Kast projette avec « Israël » de nouveaux mécanismes de coopération en matière de sécurité, de défense et de renseignement. Récemment, l'ambassadeur du Chili à «

Tel-Aviv », Gabriel Zaliasnik, a rencontré le conseiller adjoint du Conseil de sécurité nationale israélien, Joseph Draznin, et le ministre de la Diaspora et de la Lutte contre l'antisémitisme, Amichail Chikli, avec lesquels il a examiné des axes de collaboration stratégique. Outre l'échange technologique et militaire, évoqué par Draznin, lors de la réunion avec Chikli, il a été question d'éventuels programmes de formation « en réponse aux menaces de sécurité, à la violence ciblée et aux urgences en cas de troubles internes ou de catastrophes ». L'accent a également été mis sur des initiatives liées à la lutte contre l'antisémitisme, le slogan que le sionisme répète à l'échelle mondiale pour exercer une censure totale contre toute forme de critique de son action génocidaire contre la Palestine et le monde arabe et perse en général.

Dans le cas de la Bolivie, où les gouvernements du Mouvement vers le Socialisme avaient adopté l'attitude courageuse de rompre les relations avec « Israël » et d'apporter un soutien total au peuple et à la Résistance palestinienne, tout a subi un tournant involutif avec l'arrivée au pouvoir de Rodrigo Paz. Remplissant les fonctions d'une nouvelle marionnette de l'empire yankee dans la région, Paz a non seulement rétabli immédiatement les relations diplomatiques avec l'entité sioniste, mais a également mis en place des initiatives de coopération bilatérale dans le domaine commercial et politico-militaire, comme le font habituellement tous les pays qui se soumettent à l'influence sioniste. De plus, il a été décidé de supprimer le visa pour les touristes israéliens et d'avancer sur des projets de technologie de l'eau, avec l'introduction, une fois de plus, de l'entreprise publique israélienne Mekorot.

De son côté, le Panama soutient historiquement « Israël », étant l'un des rares pays latino-américains à ne pas reconnaître l'État de Palestine. De plus, les deux pays partagent un Traité de libre-échange (TLC) en vigueur depuis 2020 et entretiennent des relations d'échange commercial, technologique et, sur le plan militaire, d'instruments de renseignement sophistiqués.

C.A (À SUIVRE...)



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LA CUPIDITÉ D'ONCLE ZAGHLOUL

Il y avait un pêcheur nommé Oncle Zaghoul, connu par les habitants de son village pour sa cupidité. Il cherchait toujours le plus gros poisson pour le vendre aux prix les plus élevés. Un jour, Oncle Zaghoul a décidé d'aller pêcher dans la mer. Il a pris sa canne à pêche et son filet lourd et est allé à son endroit préféré. Oncle Zaghoul est arrivé à la mer, a jeté son filet dans l'eau et s'est assis patiemment. Mais il ne savait pas que la destinée avait une surprise en réserve pour lui. Alors qu'il regardait son filet se noyer dans l'eau, une jolie gazelle est apparue sur le rivage, marchant loin. Il eu une idée étrange dans la tête :

— « Pourquoi ne pas laisser le filet et aller chasser au lieu de pêcher des poissons ? Après tout, attraper une gazelle pourrait m'apporter de plus grands profits. »

Oncle Zaghoul alors décida de lais-

ser son filet dans l'eau et a pris sa canne à pêche et a couru après la gazelle. Il a essayé de s'approcher calmement, puis a jeté sa canne à pêche de toute sa force. Mais, à la chance de la gazelle, Oncle Zaghoul a manqué son objectif et elle a couru loin, ce qui était incroyable.

Oncle Zaghoul s'est mis en colère et a couru après elle, essayant de la capturer, mais il l'a perdue. Quand il est revenu sur le bateau, il a découvert que le filet qu'il avait jeté dans l'eau avait disparu ! Les poissons avaient tiré son filet vers le fond de la mer.

Ainsi, Oncle Zaghoul a appris une grande leçon de vie : la cupidité ne procure que des pertes.

Publié par choupibandita893 sur Facebook, dans Contes et légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 20 juillet 2026



L'ÉTINCELLE DE ZIGO



Dans une contrée où les plaines dorées rencontraient les grands baobabs, se trouvait le village de Koussala. Les habitants y vivaient de l'agriculture, de la chasse et de l'entraide. Les anciens y transmettaient chaque soir les paroles de sagesse autour d'un grand feu.

Parmi les jeunes du village vivait Zigo, un garçon pauvre mais travailleur. Il rêvait de transformer son village en un lieu prospère où personne ne manquerait de nourriture pendant la saison sèche.

Chaque fois qu'il parlait de son projet, les villageois éclataient de rire.

— Avec quoi comptes-tu changer le village ? Tu ne possèdes ni troupeau, ni vaste champ, ni richesse ! lui lançaient-ils.

Mais Zigo ne se découragea pas.

Il commença avec une simple poignée de graines que lui avait offerte une vieille veuve. Il défricha un petit lopin de terre derrière sa case, l'arrosa chaque jour et protégea les jeunes pousses contre les oiseaux.

Les récoltes furent modestes, mais elles suffirent à nourrir quelques familles durant une période difficile.

L'année suivante, plusieurs jeunes décidèrent de l'imiter. Chacun cultiva un petit champ. Puis d'autres habitants se joignirent à eux. En quelques saisons seulement, les terres autrefois abandonnées furent couvertes de cultures verdoyantes.

Le village de Koussala devint bientôt célèbre pour l'abondance de ses récoltes. Des

voyageurs venaient de loin pour admirer cette communauté où personne ne souffrait plus de la faim.

Lors de la grande fête des moissons, le plus ancien du village leva son bâton vers le ciel et déclara :

— Souvenez-vous toujours de cette parole de nos ancêtres : « Le feu qui réchauffe le village commence par une seule étincelle. » Si Zigo avait attendu d'être riche avant d'agir, notre village serait encore plongé dans la misère. Les grandes œuvres naissent toujours d'un premier pas, aussi petit soit-il.

Les habitants applaudirent le jeune homme, non pour sa richesse, mais pour son courage d'avoir commencé avec presque rien.

Depuis ce jour, les parents racontent cette histoire à leurs enfants afin qu'ils n'aient jamais peur des débuts modestes et qu'ils comprennent que la persévérance transforme les petites actions en grandes réalisations.

MORALE :

Ne méprise jamais les petits commencements. Une simple étincelle peut allumer un feu capable de réchauffer tout un village. Les plus grandes réussites appartiennent à ceux qui osent faire le premier pas, même avec peu de moyens.

OTHNIEL YERIMA

Publié par choupibandita893 sur Facebook, dans Contes et légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 19 juillet 2026

LE Puits DE LA VÉRITÉ

Il y a très longtemps, dans un village africain entouré de collines rouges et de grands karités, existait un puits dont l'eau était réputée pour sa pureté.

Les habitants disaient :

Celui qui boit cette eau avec un cœur sincère reçoit la paix. Mais celui qui s'en approche avec le mensonge reçoit une leçon.

Au village vivait un jeune homme nommé Sita. Il était intelligent, mais il avait un défaut : il aimait embellir la vérité pour impressionner les autres.

Un jour, il racontait avoir chassé un lion.

Le lendemain, il prétendait avoir traversé seul une forêt dangereuse.

Et chaque fois qu'il parlait, ses exploits devenaient plus grands.

Les villageois l'admiraient, mais les anciens restaient silencieux.

Un matin, Sita décida d'aller boire au célèbre puits.

Arrivé sur place, il se pencha pour regarder son reflet dans l'eau.

Mais au lieu de voir son visage, il aperçut l'image d'un enfant qui courait derrière l'admiration des autres.

Surpris, il recula.

Il regarda une seconde fois.

Cette fois, il vit toutes les paroles qu'il avait exagérées flotter à la surface comme des feuilles mortes.

Effrayé, il retourna au village et consulta le plus vieux sage.

Le vieillard l'écouta puis dit :

Mon fils, la vérité est comme l'eau claire. Elle paraît simple, mais elle désaltère longtemps. Le mensonge est comme l'eau trouble. Elle semble profonde, mais elle finit par rendre malade.

Ces paroles entrèrent dans le cœur du jeune homme.

À partir de ce jour, il cessa de chercher l'admiration à travers les histoires inventées.

Les gens furent d'abord surpris.

Puis ils commencèrent à lui faire davantage confiance.

Les années passèrent.

Sita devint un homme respecté.

Non parce qu'il racontait de grandes histoires, mais parce que chacun savait que sa parole avait la valeur de l'or.

Et lorsque les enfants lui demandaient le secret du respect, il répondait toujours :

« Mieux vaut une petite vérité qui dure qu'un grand mensonge qui s'effondre. »

Proverbe africain :

"La parole est comme un œuf : lorsqu'elle tombe, on ne peut plus la remettre entière."



Publié par choupibandita893 sur Facebook, dans Contes et légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 4 juillet 2026



Horaires des prières				
Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:58	12:55	16:44	20:08	21:44

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA HONORE LES CADETS DE LA NATION LAURÉATS DU BACCALAURÉAT

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a présidé, mardi au siège du ministère de la Défense nationale, une cérémonie en l'honneur des Cadets de la nation, lauréats du baccalauréat, session 2026, indique un communiqué du ministère.

Ettaient présents, pour la circonstance, le Général de Corps d'Armée Commandant des Forces terrestres, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants des Forces, de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, les Chefs de départements du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, les Directeurs et Chefs des services centraux, ainsi que les parents des élèves primés, précise la même source.

A cette occasion, le Général d'Armée Chanegriha a prononcé une allocution dans laquelle il a tenu à transmettre, aux cadettes et cadets lauréats, les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour les excellents résultats obtenus par les écoles des Cadets de la nation, lors de cette session.

Le Général d'Armée a tenu, à son tour, à adresser aux cadets "ses félicitations les plus sincères pour leur remarquable réussite". "A l'occasion de cette cérémonie organisée en votre honneur, cadettes et cadets de la nation, lauréats du baccalauréat session 2026, il m'est agréable de vous transmettre les félicitations de monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, qui vous souhaite davantage de réussite et de succès dans votre parcours scolaire et professionnel", a-t-il dit. "Je tiens à mon tour à vous adresser, ainsi qu'à vos camarades, qui ont réussi à décrocher ce diplôme, mes félicitations les plus vives, pour cet accomplissement remarquable", a-t-il ajouté.

Le Général d'Armée a fait mention "des remarquables résultats obtenus



par les cadettes de la nation qui, à l'instar des années précédentes, ont obtenu un taux de réussite de 100%, réaffirmant, ainsi, leur volonté inébranlable pour réussir et exceller".

Il a également souligné que "la formation et la qualification des compétences et des élites constituent l'une des priorités de l'Etat, en ce qu'elles permettent de préparer des cadres hautement qualifiés, imprégnés de la culture de l'Etat et de l'amour de la patrie, et capables d'assumer pleinement la responsabilité de poursuivre le processus de construction et

d'édification nationales".

"La formation et la qualification des compétences et des élites constituent une priorité pour l'Etat et une mission d'intérêt vital, en ce qu'elles permettent de préparer des cadres hautement qualifiés, imprégnés de la culture de l'Etat ainsi que de l'amour de la patrie, et capables d'assumer pleinement la responsabilité de poursuivre le processus de construction et d'édification nationales, tout en relevant, avec compétence, les défis auxquels notre pays est confronté dans le présent et l'avenir, et ce, dans le contexte des

transformations rapides que connaissent les scènes régionale et internationale", a-t-il soutenu.

"Conscient de l'importance cruciale de cette mission, le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire veille à former une élite militaire de haut niveau, notamment au sein des écoles des Cadets de la nation, qui ouvrent chaque année leurs portes aux enfants de notre vaoureux peuple, issus de toutes les couches et classes sociales, en se basant uniquement sur le principe de l'égalité des chances lors de l'examen d'entrée, et en veillant à ce que les conditions requises soient remplies, telles que la moyenne minimale au brevet et les aptitudes physique et psychologiques", a t-il poursuivi "Le Haut Commandement n'a ménagé aucun effort pour mener à bien cette mission au sein de ces écoles, qui constituent un véritable vivier de formation des hommes, tant à travers l'adoption des méthodes scientifiques et pédagogiques développées ou à travers la mise à disposition des infrastructures éducatives modernes, et de l'encadrement scientifique et militaire de haut niveau. L'objectif étant de préparer les cadettes et les cadets à assumer les plus hautes responsabilités et fonctions au sein de nos Forces armées", a-t-il insisté.

Il a, par la suite, remis des prix aux cadettes et cadets lauréats. A la fin de la cérémonie, l'occasion a été donnée à une cadette et un cadet pour prononcer deux allocutions au nom de leurs camarades, avant que le Général d'Armée ne prenne une photo souvenir avec les Cadets honorés, conclut le communiqué.

RA/APS

M. OMAR REKKACHE L'ANNONCÉ HIER

L'ALGÉRIE ACCUEILLERA EN SEPTEMBRE UNE RÉUNION RÉGIONALE DES AGENCES DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT DE LA RÉGION MENA

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a annoncé, mardi à Alger, que l'Algérie accueillera, fin septembre prochain, une réunion régionale des agences de promotion de l'investissement de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), qui sera organisée en coopération avec l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement (WAIPA), et ce dans le cadre du renforcement de la coopération régionale et de la promotion de la région en tant que destination d'investissement, indique un communiqué de l'AAPI.

Cette annonce a été faite lors de la participation de M. Rekkache, représentant l'AAPI en sa qualité de directeur régional pour la région MENA au sein de la WAIPA, par visioconférence, aux travaux de la 5e session du sous-comité de l'Association consacrée aux associations et regroupements régionaux des agences de promotion de l'investissement (SCRIPA).

M. Rekkache a indiqué que le renforcement de la coopération entre les agences de promotion de l'investissement constitue un levier stratégique pour dévelop-

per les partenariats économiques et attirer davantage d'investissements vers la région MENA, à travers l'adoption d'une approche commune fondée sur le partage d'expertises et de bonnes pratiques, le développement de programmes de formation conjoints, et l'échange d'experts dans les domaines de la facilitation de l'investissement, des services numériques et de l'accompagnement des investisseurs. Il a également appelé à valoriser l'intégration économique entre les pays de la région et à œuvrer à sa promotion en tant que destination d'investissement intégrée offrant des opportunités prometteuses dans des secteurs stratégiques, à l'instar de l'industrie, des énergies renouvelables, de l'agroalimentaire, de la logistique et des technologies, tout en renforçant la coordination en matière d'accompagnement des investisseurs, d'organisation de missions conjointes de promotion de l'investissement et d'échange d'opportunités d'investissement.

M. Rekkache a précisé que la rencontre régionale prévue à Alger s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine édition de la Conférence mondiale de

l'investissement, qui sera organisée à Genève, et constituera une plateforme de dialogue et de concertation entre les agences de promotion de l'investissement de la région, en vue d'identifier des mécanismes concrets pour renforcer la coopération régionale et coordonner les efforts visant à promouvoir l'investissement.

Le DG de l'AAPI a réitéré l'importance de renforcer la coopération entre les pays de la région MENA afin de soutenir les processus de diversification économique, d'accompagner les transformations énergétiques et numériques et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement, réaffirmant l'engagement de l'Agence à contribuer activement à cette démarche, en coordination avec la WAIPA et ses partenaires.

RA